



**CTB**



# RAPPORT DES RESULTATS 2014

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT  
DE L'ELEVAGE DU ZEBU MAURE DANS  
LE CERCLE DE NARA MLI 09 028 11  
(PRODEZEM)



<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>6</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	7
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	8
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	9
1.4 CONCLUSIONS.....	9
<b>2 MONITORING DES RESULTATS.....</b>	<b>11</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	11
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	11
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	11
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	12
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	12
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	14
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	14
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	14
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	15
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	16
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	18
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	19
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
2.4 . PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	22
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	22
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	23
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	23
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	26
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	26
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	26
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	26
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	28
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	28
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	29
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	29
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	32
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	32
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	33
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	33
2.8 THEMES TRANSVERSAUX.....	36
2.8.1 <i>Genre</i> .....	36
2.8.2 <i>Environnement</i> .....	37
2.9 GESTION DES RISQUES.....	38

<b>3</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>42</b>
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES .....	42
3.2	RECOMMANDATIONS.....	43
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES .....	44
<b>4</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>46</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE .....	46
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	50
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	53
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	53
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	54
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	54

## Acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
BAB	Banque d'aliment bétail
CACLE	Cadre de concertation local et d'échange
CCOSAD	Comité communal d'orientation et de suivi des actions de développement
CLOCSAD	Comité local d'orientation et de suivi des actions de développement
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CT	Collectivités territoriales
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTOS	Commission technique d'orientation et de suivi
CVR	Cabinet vétérinaire rural
DAO	Dossier d'appel d'offres
DFM	Direction des finances et du matériel
DLCA	Délégation locale de la chambre d'agriculture
DNPIA	Direction nationale des productions et des industries animales
DRPIA	Direction régionale des productions et des industries animales
DRSV	Direction régionale des services vétérinaires
EFP	Expert en finances publiques
ER	Eleveur relais
ES	Eleveurs sélectionneurs
FAR	Femelle en âge de reproduction
FBSA	Fonds belge pour la sécurité alimentaire
GAR	Gestion axée sur les résultats
ICD	Initiatives Conseils Développement (ONG)
IER	Institut d'économie rurale
IMF	Institution de micro finance
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
LAF	Local administrator finance
M&E	Monitoring and Evaluation
M&E	Monitoring et évaluation
OP	Organisation paysannes

PADK-II	Projet d'appui à la décentralisation dans la région de Koulikoro- deuxième phase
PAG	Programme d'amélioration génétique
PAI-MEP	Projet d'appui institutionnel au Ministère de l'Élevage et de la Pêche
PAPAM	Projet d'appui à la productivité agricole au Mali
PDSEC	Programme de développement socioéconomique communal
PGVA	Projet pour la protection des végétaux autochtones
PRODEL-K	Projet de développement de l'élevage dans la région de Koulikoro
PRODEFA	Projet d'appui au développement de la filière aquacole à Sikasso
PRODEVALAIT	Projet de développement et de valorisation du lait crû local
PRODEZEM	Projet d'appui au développement de l'élevage du zébu Maure
PV	Poste vétérinaire
RSAP	Réseau de santé animale de proximité
S/E	Suivi et évaluation
SC	Sociétés coopératives
SDAM	Score de diversité alimentaire des ménages
SDSES	Service du développement social et de l'économie solidaire
SLPIA	Service local des productions et des industries animales
SMCL	Structure mixte de concertation locale
STD	Service technique déconcentré
SV	Service vétérinaire
TDR	Termes de référence
UAC	Unité d'appui et de coordination,
UAPIA	Unité d'appui des productions et des industries animales
UBT	Unité bétail tropical
VSF-B	Vétérinaires sans frontières – Belgique (ONG)

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage du Zébu Maure dans le cercle de Nara (PRODEZEM)
<b>Code de l'intervention</b>	MLI 09 028 11
<b>Localisation</b>	Cercle de Nara dans la Région de Koulikoro
<b>Budget total</b>	8.000.000€ (contribution belge) et 800.000€ (contribution malienne)
<b>Institution partenaire</b>	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) du Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP).
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	08/12/2009
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	01/04/2010 26/04/2010
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	07/12/2015 (demande de prolongation sur 2016 en cours)
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	07/12/2015 (demande de prolongation de la CS en cours)
<b>Groupes cibles</b>	Populations du Cercle de Nara
<b>Impact<sup>1</sup></b>	La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara.
<b>Outcome</b>	La productivité des systèmes d'élevages est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure.
<b>Outputs</b>	L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans cinq communes du Cercle de Nara.
	La gestion technique des élevages traditionnels est améliorée.
	La commercialisation des productions de l'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice.
	Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées.
	Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2014</b>

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses					Solde au 31/12/2014	Taux de déboursement fin 2014
		2010	2011	2012	2013	2014		
<b>Total</b>	8 000 000	314 965	683 727	803 923	1 335 027	1 531 066	3 331 292	58%
<b>Résultat 1</b>	1 889 080	8 222	10 637	22 391	245 314	210 736	1 391 780	26%
<b>Résultat 2</b>	878 687		18 249	17 105	341 751	281 098	220 484	75%
<b>Résultat 3</b>	349 558		40 256	777	19 772	98 750	190 004	46%
<b>Résultat 4</b>	685 709		201 882	119 046	67 065	159 125	138 591	80%
<b>Résultat 5</b>	1 092 341	929	12 839	207 428	180 118	220 392	470 635	57%
<b>Réserves budgétaires</b>	120 194	0	0	0	0	0	120 194	0%
<b>Volet Z</b>	2 984 431	305 813	399 866	437 177	481 008	560 964	799 604	73%

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	A

Le projet est ancré dans les politiques nationales. Il s'inscrit pleinement dans la nouvelle vision du Ministère du Développement Rural qui met les productions agricoles (agriculture et élevage) et la sécurité alimentaire au centre des préoccupations politiques. Il est en phase avec la Politique de Développement Agricole (PDA), la Loi d'Orientation Agricole, la Charte pastorale et le Programme quinquennal d'aménagements pastoraux. L'intervention est cogérée avec la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) et plus particulièrement avec son démembrement de la Région de Koulikoro (DRPIA) qui couvre le cercle de Nara.

L'intervention bénéficie d'un double ancrage en abordant la question de la sélection animale au niveau opérationnel et institutionnel : (i) sur le terrain, le projet conduit des actions répondant aux besoins directs des populations en général et des éleveurs, en particulier ; et (ii) au niveau central, l'appui institutionnel renforce les capacités des cadres de la DNPIA en vue d'une élaboration participative d'une stratégie nationale d'amélioration génétique qui guidera toutes les interventions futures.

Aussi, le projet appuie les acteurs institutionnels locaux afin qu'ils puissent mieux concevoir et coordonner les actions du sous-secteur de l'élevage dans les plans de développement communaux.

### 1.3.2 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	B

Les actions mises en œuvre par l'intervention contribuent directement à l'amélioration de la productivité des systèmes d'élevage et des conditions de vie des communautés pastorales.

L'accès aux ressources pastorales s'est amélioré (augmentation du temps d'utilisation des périmètres pastoraux et maintien des animaux sur des parcours indemnes de maladies) et leur gestion rentre progressivement dans les pratiques de leurs usagers (par exemple, la lutte contre les feux de brousse devient un réflexe presque spontané de la part des populations).

Un réseau de santé animale de proximité a sensiblement augmenté la couverture sanitaire du bétail. La commercialisation des productions de l'élevage est en voie d'être mieux organisée et plus rémunératrice : la diversité des aliments bétail et leur utilisation par les éleveurs en toute saison permettront progressivement une augmentation des productions animales reconfortant ainsi la promotion des filières animales.

Aussi, les éleveurs qui adhèrent au programme de sélection sont motivés et ont déjà initié leur organisation associative. Cependant, l'encadrement de ces éleveurs par les agents étatiques se révèle peu adaptée. En effet, d'une part, ces encadreurs perçoivent l'augmentation du nombre d'éleveurs sélectionneurs comme un accroissement du volume de travail et, d'autre part, leur prime mensuelle n'est pas liée aux résultats obtenus. L'intervention devra réussir à adapter ses stratégies en fonction de ces circonstances externes.

Enfin, au niveau central, l'appui institutionnel à la DNPIA a déjà produit des changements dont certains n'étaient pas initialement escomptés. Ces résultats contribueront de manière soutenue à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources génétiques animales du Mali.

### 1.3.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	B

Au cours de la période sous revue, l'efficience du projet a été sérieusement entravée par les lenteurs dans les procédures de passation des marchés publics au niveau de la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère du Développement Rural. Cette situation est survenue malgré les interpellations incessantes de la direction du projet, dès le mois d'avril 2014, à l'endroit des responsables de cette direction.

Par ailleurs, sur le terrain, l'exécution des missions en temps réel a été relativement ralentie par le maintien des deux RAF à Bamako jusqu'en août 2014. Pour maintenir une relation de coaching actif entre le Coresponsable en délocalisation à Bamako et l'équipe à Nara, il a été organisé des réunions périodiques à Bamako en soutien aux échanges par mails. Cet exercice a permis la réalisation d'importantes activités sur le terrain.



Notons que l'outil « appui institutionnel à la DNPIA » s'est révélé efficient dans la mesure où, dans un temps relativement court et avec des moyens financiers relativement limités, il a déjà permis de mettre en place de nouvelles structures nécessaires à la mise en œuvre de la future stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales du Mali.

De par les mécanismes internes de la CTB et la concertation permanente entre les Ordonnateurs du projet, les ressources financières ont été disponibles de manière satisfaisante. Le faible niveau d'absorption financière globale, de 58% après quatre ans d'exécution physique sur le terrain s'explique par les différentes perturbations vécues en 2012 et 2013 et aux lenteurs des procédures de marchés publics.

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	B

Au niveau de la durabilité économique du projet, l'élaboration en perspective des plans d'affaires individuels au profit des Cabinets vétérinaires privés et les infrastructures communautaires marchandes, permettra le renforcement de la rentabilité économique et déterminera le processus de désengagement du projet.

En ce qui concerne le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles, les populations du cercle de Nara ont fait montre d'une réelle adhésion à la préservation de l'environnement. En outre, les éleveurs montrent une réelle adhésion au programme de sélection du zébu Maure et aux opérations de suivi des troupeaux qui y sont relatives. Ainsi, la probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, même si une certaine marge d'amélioration est possible.

De plus, tous les gros investissements du projet sur le terrain ont requis des études de faisabilité préalables, l'adhésion des communes et des populations bénéficiaires. A cet effet, les ouvrages réalisés et ceux en prévision sont intégrés dans les plans de développement socioéconomique des communes concernées.

Enfin, avec l'appui institutionnel du projet, la DNPIA et le Cabinet du Ministère du Développement Rural se sont appropriés les résultats et ont déjà, chacun en ce qui le concerne, mis en place une structure qui contribuera à la mise en œuvre de la future stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales. Il s'agit pour la DNPIA, de la création de la Cellule d'amélioration génétique; et pour le Cabinet, il s'agit de la création de la CNOSAGA et du Centre national d'insémination artificielle.

## 1.4 Conclusions

Malgré les conditions agro climatiques difficiles, les populations cibles ont montré une réelle volonté à préserver les ressources naturelles disponibles comme le témoigne la forte réduction des feux de brousse. Aussi, les autres thématiques d'encadrement du projet rentrent progressivement dans les habitudes des éleveurs et des acteurs

institutionnels partenaires. A cet effet, les éléments clés de ce rapport peuvent se résumer comme suit :

- La préservation des ressources pastorales grâce au processus de réhabilitation de 3 périmètres pastoraux couvrant 56.000 ha et pouvant accueillir près de 10.000 têtes de bovins et des milliers de petits ruminants pendant les 8 mois de saison sèche ; le démarrage du processus de création de nouveaux périmètres pastoraux sur environ 60.000 ha ainsi qu'une réduction significative de la superficie des parcours naturels annuellement brûlés passant de 180.000 ha en 2010 à moins de 5000 ha actuellement grâce à des mécanismes de sensibilisation des populations contre les feux de brousse ;
- L'amélioration de la couverture sanitaire jusqu'à 70% grâce à un réseau de santé animale de proximité comprenant cinq cabinets vétérinaires ruraux et un cadre de concertation des acteurs de la santé animale dans le cercle de Nara ;
- L'amélioration de la disponibilité de l'aliment bétail pour atténuer les effets néfastes de la période de soudure sur les animaux à travers 11 banques d'aliment bétail gérées par les éleveurs ;
- L'appui aux acteurs institutionnels locaux dans leurs missions régaliennes sur terrain d'une part et, d'autre part, au niveau de la DNPIA et du Cabinet du MDR ;
- La sélection animale est une action de longue haleine et qui demande une forte adhésion des éleveurs. Il s'avère nécessaire de programmer, en plus des activités de sélection qui sont coûteuses, un encadrement technique et économique global qui permettra aux éleveurs d'améliorer la production (et productivité) du troupeau à court et à moyen termes avec comme objectif l'amélioration de leur revenu. C'est un incitant pour poursuivre l'activité de sélection.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Mahamadou KASSOGUE	Jean MBAYAHAGA

## 2 Monitoring des résultats<sup>2</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Le calme relatif instauré au Mali courant 2013 après l'intervention de l'Armée Française et l'arrivée de la MINUSMA a permis la tenue des élections présidentielles en Août 2013, des élections législatives en Octobre 2013 et la mise en place d'un Gouvernement. Le maintien de la présence de l'Armée Française et le déploiement des contingents de la MINUSMA ont favorisé la mise en place des institutions nationales et la reprise de la coopération au développement. Les divers attaques rebelles et djihadistes au cours du deuxième semestre de 2014 ont démontré la fragilité du climat de sécurité malgré la présence onusienne au Nord du Mali.

En moins d'une année après les élections d'Août 2013, le manque de cohésion au sein de la classe politique à Bamako a motivé le remaniement rapide du gouvernement. En effet, après la mise en place du Parlement en janvier 2014, le premier gouvernement a cédé le pas au deuxième qui a duré jusqu'en décembre 2014. En début d'année 2015, un troisième gouvernement a vu le jour avec comme missions entre autres, la relance de l'économie nationale et l'accélération des Négociations d'Alger pour un retour rapide de la Paix et l'Unité nationale.

En ce qui concerne le cercle de Nara, le contexte général de l'année 2014 a été marqué par :

- l'amélioration des conditions sécuritaires malgré les quelques cas de banditisme relevés et les fausses rumeurs d'attaques des rebelles ;
- et le retard dans l'installation de la saison des pluies entraînant une baisse des productions agricoles et pastorales.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

Le retour à l'ordre constitutionnel a consacré la réorganisation de certains départements ministériels dont celui de l'Élevage et de la Pêche qui, dans un premier temps est devenu un Ministère Délégué et par la suite, en Avril 2014, a été complètement intégré dans le Ministère du Développement Rural (MDR).

Cette intégration vise une meilleure coordination des actions de l'Etat pour le développement de l'agriculture et de l'élevage. Dans cet élan, les directions nationales techniques de l'ancien ministère de l'élevage et de la pêche ont été maintenues comme telles. C'est la direction des finances et du matériel qui a subi de profondes réorganisations. Dans un intervalle d'une année, cette direction a subi, à plusieurs reprises, des changements à sa tête. Ces changements ont entraîné des retards dans les procédures de passation des marchés publics de l'intervention.

S'appuyant sur cette nouvelle vision et sur la Loi d'Orientation Agricole (2006), une

---

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

nouvelle Politique de Développement Agricole a été élaborée et validée par le MDR en août 2013. La mise en œuvre de cette politique sera réalisée à travers « le Programme National d'Investissements du Secteur Agricole (PNISA) » dont l'élaboration est toujours en cours.

Sur le terrain, le processus de déconcentration du MDR n'a pas encore abouti au transfert des compétences aux collectivités territoriales ; ainsi, en matière de gros investissements sur le terrain, les communes demeurent encore des partenaires du projet et non des maîtres d'ouvrage. Cette situation ne facilite pas l'appropriation des investissements par les bénéficiaires.

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Etant un projet d'appui à la production animale, son ancrage au sein de la DNPIA se révèle très approprié. La DNPIA joue le rôle d'Ordonnateur au côté de la Représentation de la CTB au Mali qui est Coordonnateur.

En tant que service déconcentré de la DNPIA, la DRPIA assure la supervision du projet au niveau du cercle de Nara et veille à sa cohérence avec les autres projets/programmes au niveau de l'ensemble de la Région de Koulikoro.

Le projet est géré selon les modalités de la Coresponsabilité. Celle-ci se retrouve à tous les niveaux de mise en œuvre des activités. A cet effet, le budget en cogestion suit les règles des marchés publics de droit malien.

L'ATI coresponsable du projet n'étant pas autorisé à séjourner en permanence à Nara pour des raisons de sécurité, le suivi et l'accompagnement rapproché et le coaching des équipes ne s'effectuent pas dans des conditions optimales. Pour ce faire, il effectue des missions perlées sur le terrain et des réunions périodiques sont aussi organisées à Bamako.

Pour des actions spécifiques et en droite ligne de leurs missions régaliennes, le projet a conclu des accords d'exécution avec des services de l'Etat ou paraétatiques. Dans l'ensemble, la mise en œuvre de ces accords a permis le renforcement de la contribution des partenaires locaux dans l'exécution des actions du projet.

### 2.1.4 Contexte HARMO

A travers les accords d'exécution, le projet a réussi à s'intégrer dans le concert des actions de développement au niveau local et national.

En outre, le projet harmonise ses interventions avec d'autres services locaux présents à Nara (non bénéficiaires d'accords d'exécution) à travers notamment des missions conjointes sur terrain (service des Eaux et forêts, service du développement social et de l'économie solidaire etc.).

Dans cette démarche inclusive, le projet a initié des collaborations avec d'autres intervenants du domaine de l'élevage pour une cohérence d'action sur les groupes cibles. A cet effet, des plateformes informelles de concertation se tiennent selon les besoins. Il s'agit de la concertation avec les ONG intervenant au sein du Projet FBSA (Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire) et d'autres ONG locales ayant des actions

similaires ou complémentaires (VSF-B/ICD).

Un Comité Technique d'Orientation et de Suivi (CTOS) des actions du projet comprenant notamment les maires des communes de Nara et présidé par le Préfet du cercle analyse les rapports et programmes du projet et font des recommandations à la SMCL.

Le PRODEZEM développe aussi des synergies avec d'autres projets de la CTB. Il s'agit du PAI-MEP et du PRODEFA avec lesquels il a initié une demande commune d'une assistance technique junior pour la mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG). Progressivement, ce SIG contribuera à capitaliser toutes les infrastructures d'élevage disponibles au niveau national et pourra devenir un outil d'aide à la prise de décisions du MDR.

## 2.2 Performance de l'outcome



### 2.2.1 Progrès des indicateurs

<b>Outcome<sup>3</sup></b> : La productivité des systèmes d'élevage est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure						
<b>Indicateurs<sup>4</sup></b>	Eléments de calcul	<b>Valeur de la Baseline2 010</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Cible année 2014</b>	<b>Cible finale</b>
1. La production laitière du Zébu Maure est augmentée	(a) Nombre de litre de lait / période de lactation	640,0	551	529	780	800,0
	(b) Degré de satisfaction des besoins en lait du ménage en saison chaude	15%	21%	25%	26%	30%
2. La productivité numérique / an / FAR* est augmentée d'au moins 14%	Nombre de veau d'un an/FAR/an	0,38	0,52	0,49	0,44	0,52
3. Dans les élevages sélectionneurs, la productivité pondérale est accrue d'au moins 50%	Poids de veau d'un an /FAR/vache/an	40,0	58	80	55	60,0

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'analyse des résultats sur la production et la productivité des systèmes d'élevage requiert une remarque préliminaire importante. En effet, en milieu sahélien, les productions agricoles et animales sont fortement dépendantes du volume et de la répartition dans le temps et dans l'espace des pluies annuellement reçues. Très généralement, les performances de reproduction et de production observées au cours d'une année sont sous une influence prépondérante des conditions ayant prévalu l'année précédente.

En 2014, les premières pluies sont arrivées de manière précoce au mois de mai et ont induit un début de régénération des pâturages. Il s'en est suivi une période sèche jusqu'à la reprise des pluies après le 15 juillet 2014. Ainsi, dans l'ensemble, en 2014, les pâturages étaient moins fournis qu'en 2013. Cette situation induira, en saison sèche et chaude, des déplacements des troupeaux vers les zones mieux pourvues en fourrages et points d'eau.

Dans ce contexte de fortes variations des conditions générales d'élevage, les paramètres de reproduction et de production moyens des animaux ne peuvent être considérés comme représentatifs que si les données sont collectées sur une période d'au moins trois

<sup>3</sup> Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF).

<sup>4</sup> Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)

ans.

D'une manière générale, la production laitière est relativement abondante pendant la période pluvieuse et la saison sèche froide, si bien que la majorité des ménages couvrent leurs besoins en lait durant ces deux périodes. Par contre, au fur et à mesure que la saison sèche chaude avance, la production laitière diminue corrélativement à la diminution des disponibilités fourragères et hydriques ainsi qu'aux contraintes de l'environnement (fortes chaleurs qui influencent négativement les quantités ingérées par l'animal). Pour soutenir la production laitière des vaches en lactation pendant la période de soudure (saison sèche chaude), on remarque une nette tendance à l'utilisation des résidus de récolte. Aussi on assiste de plus en plus à l'utilisation des pierres à lécher en lieu et place du sel surtout chez les peulhs et les maures. A partir du mois d'Avril 2014, grâce au ravitaillement des banques d'aliment bétail dans toutes les 11 communes du cercle de Nara, les éleveurs ont eu à leur disposition des concentrés alimentaires de qualité pour l'entretien général des animaux et le soutien des productions.

Grâce à l'appui/conseil du projet et des services techniques partenaires, les éleveurs ont adopté les techniques de complémentation animale. Ce sont ces pratiques qui expliquent à la fois le maintien d'une production laitière moyenne acceptable (au dessus de 500 litres) et la relève du degré de satisfaction en lait en 2014 alors que les conditions d'élevage étaient nettement mauvaises. Par ailleurs, avec l'allongement de la durée de lactation, les éleveurs ont tendance à ne pas traire les vaches à fond pour laisser une quantité suffisante de lait au veau.

D'une manière générale, cet allongement de la durée de lactation est favorable à la croissance des jeunes, en témoigne le poids moyen des veaux qui atteint les 80 kg à l'âge d'un an.

Analysée par groupe socioprofessionnel, chez les maures et agropasteurs qui complémentent les animaux avec des résidus de récoltes, la production laitière des vaches est supérieure, par rapport à celle des troupeaux peulhs, et par conséquent, augmentent la durée de disponibilité de lait pendant la période de soudure. Chez les peulhs qui ne disposent pas de résidus de récoltés, la traite des vaches est arrêtée beaucoup plus tôt en saison sèche pour ne pas provoquer la misère physiologique chez la vache allaitante et augmenter la chance de survie du veau.

Dans l'ensemble, l'amélioration des conditions d'élevage s'accompagne à la fois de celle de la production laitière, des paramètres de reproduction et de production des troupeaux ; ces paramètres sont ensemble résumés à travers l'indice de productivité numérique qui exprime le nombre de veaux d'un an par femelle en âge de reproduction (FAR).

### 2.2.3 Impact potentiel

L'impact potentiel du projet est traduit à travers son objectif global libellé comme suit : « la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara ». N'étant un projet spécifiquement de sécurité alimentaire, la mission diagnostic a alors retenu quatre indicateurs indirects pour mesurer sa contribution à l'atteinte de l'objectif global. D'une part, deux indicateurs sont relatifs au nombre de repas quotidiens et la diversité des ingrédients. D'autre, deux autres sont relatifs à la qualité des soins de santé fournis aux enfants en bas âge et à la capacité d'épargne du ménage. En effet, dans le milieu sahélien, l'insécurité alimentaire sévit de manière chronique et se

caractérise par un nombre de repas généralement réduit et peu varié ; les ménages pauvres ne réalisent presque pas d'épargne et leurs enfants en bas âge n'ont généralement pas accès aux soins de santé modernes. Une amélioration de ces critères traduit une amélioration des conditions de vie des ménages.

<b>Objectif global : La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Eléments de calcul</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Cible année 2014</b>	<b>Cible finale</b>
4. Le nombre de ménages bénéficiaires prenant au moins 2 repas / j durant la soudure* est augmenté de 10 %	Taux de ménages ayant au moins 2 repas/jour	46%	72%	68%	49%	50,6%
5. La qualité (diversification) des repas est améliorée de 25%	SDAM (score de diversité alimentaire)	2,4	3,7	3,1	2,9	3,0
6. Le taux d'enfants ayant accès aux soins de santé appropriés est augmenté de 10%	Taux d'enfants avec soins de santé appropriés	70%	68%	61%	78%	80%
7. Le revenu des ménages bénéficiaires est augmenté	Taux de ménages ayant accru leurs capacités d'épargne	17%	10%	8%	23%	25%

Dans l'ensemble, en 2014, on remarque une baisse des niveaux des indicateurs liés directement à la production agricole, à savoir le taux de ménages ayant au moins 2 repas quotidiens et le score de diversité alimentaire du ménage qui passent en deçà des valeurs de 2013. Les variations de la pluviométrie rapportées au point précédent permettent d'expliquer ces valeurs à la baisse.

En 2014, le Score de Diversité Alimentaire Moyen (SDAM) est de 3,1 ; ce qui signifie l'utilisation d'à peu près 3 à 4 groupes alimentaires. Chez tous les groupes socioprofessionnels, l'alimentation de base demeure dominée par les céréales (avec en tête le mil) et les légumes à feuilles vertes. Les légumineuses à gousse, la viande, le poisson et le lait sont faiblement utilisés car demandant un pouvoir d'achat sur le marché. Le sucre est fréquemment utilisé car après le repas, les adultes se retrouvent autour du thé. Les œufs et les fruits sont rarement utilisés dans l'alimentation.

Cette pauvre composition de la ration alimentaire des ménages traduit une relative insécurité alimentaire et un déséquilibre nutritionnel qui sévit de manière chronique dans le cercle. De nouveau, notons que le score de diversité est resté acceptable en 2014 et dépasse la valeur cible de 2,9.

Globalement, les niveaux de l'épargne demeurent encore très faibles. En 2014, 8% seulement des ménages ont réalisé une épargne monétaire avec une moyenne supérieure à 50.000 FCFA au niveau des institutions financières. On retient que les agropasteurs (17%) et les peulhs (14%) réalisent plus d'épargne que les maures (2%). Ces différences seraient liées au monde de vie de ces groupes socioprofessionnels : les maures effectuent plus de déplacements avec les troupeaux, alors que les deux autres marquent une tendance relative à la sédentarisation.

Alors que le cercle de Nara est reconnu à vocation pastorale, il est fort remarquable que les conditions socioéconomiques des ménages demeurent sous une forte influence des productions agricoles. En effet, une diminution des récoltes s'accompagnent d'une



diminution concomitante de plusieurs paramètres sociaux : nombre de repas, score de diversité alimentaire, taux d'enfants malades correctement soignés et l'épargne familiale. D'une manière générale, il a été constaté que le taux d'enfants malades correctement soignés augmente avec le revenu de la femme à travers notamment des activités génératrices de revenus.

A l'état actuel, l'influence du projet est encore très faible sur les conditions socioéconomiques des ménages car les transformations sociales exigent beaucoup d'années ; cependant les résultats acquis sont très encourageants.

Actuellement, l'impact de l'encadrement du projet sur les performances du bétail est perceptible grâce aux effets combinés de plusieurs facteurs dont :

- la réhabilitation de périmètres pastoraux qui a induit une augmentation des disponibilités en eau et en fourrages de qualité ;
- la lutte contre les feux de brousse qui a induit une augmentation du disponible fourrager sur les pâturages communautaires hors périmètres ;
- le réseau de santé animale de proximité par une augmentation de la couverture sanitaire. En effet, il est reconnu que les animaux bien vaccinés et bien soignés résistent beaucoup mieux aux effets de la sécheresse ;
- l'opérationnalisation des banques d'aliment bétail favorisant une disponibilité presque permanente des intrants de complément pour les animaux de toutes les catégories. Cependant, les BAB étant fonctionnelles depuis seulement 2014, leur incidence sur les paramètres zootechniques des animaux est encore relativement faible.
- l'encadrement lui-même de par ses appuis/conseil sur la gestion globale et le suivi des troupeaux.

## 2.3 Performance de l'output 1



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans le cercle de Nara						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale
IOV	Éléments de calculs					
8. Nombre des périmètres réhabilités et sécurisés	(a) Nombre de périmètres réhabilités et sécurisés	0	3	3	4	6
	(b) Efficience de la gestion (multicritères cotés)	20%	55%	60%	49%	80%
9. Le temps d'utilisation des périmètres pastoraux en saison sèche est augmenté de 100%	Nombre de jours d'utilisation des parcours en saison sèche	90	120	240	150	180
10. Le nombre de conflits sur l'utilisation des périmètres est diminué de 50%	Nombre de conflits	26	8	0	14	13
11. 6 nouveaux périmètres pastoraux sont sécurisés et équipés	Nombre de périmètres équipés et sécurisés	0	0	0	5	5
12. 1 000 ha de parcours dégradés sont récupérés et correctement gérés par les acteurs locaux	(a) Nombre d'ha récupérés	0	0	0	500	1 000
	(b) Nombre d'ha correctement gérés	0	0	0	500	500
13. Réduction du nombre de feux de brousse	Nombre d'ha brûlés (ensemble des 11 communes)	180 000	1 550	200	10 000	10 000

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>5</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Réhabiliter et sécuriser les 5 périmètres pastoraux existants		B		
2 Mettre en place un nouveau périmètre pastoral		B		
3 Récupérer durablement 1000 ha de sols dégradés			C	
4 Lutter contre les feux de brousse hors périmètres pastoraux	A			

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Au niveau de ce résultat, trois activités majeures ont connu des retards. D'une part, les travaux de réhabilitation d'un quatrième périmètre pastoral, Dialakoro, et ceux relatifs à la mise en place de nouveaux périmètres ont connu du retard à cause des lenteurs au niveau des mécanismes de passation des marchés publics. Les forages sur les 3 sites des nouveaux périmètres pastoraux ont été réalisés au dernier trimestre 2014 laissant entrevoir la suite des travaux sur toute l'année 2015. Les travaux de réhabilitation de Dialakoro seront exécutés à partir de mars 2015. D'autre part, le processus de récupération de 1000 ha de sols dégradés n'a pas pu démarrer à cause des retards intervenus dans les études de faisabilité. Au terme d'un long processus de marchés publics, les travaux débiteront à partir d'Avril 2015.

Les ressources fourragères sont d'une manière générale sous la dépendance du volume annuel des pluies et de leur répartition dans le temps et dans l'espace. Malgré un volume total de pluies supérieur à la moyenne, en termes de ressources pastorales, la campagne 2014-2015 a connu des pâturages d'une qualité relativement moyenne.

Nonobstant les retards accusés au niveau des activités ci-haut citées, d'une manière globale, l'exploitation des ressources pastorales du cercle de Nara a connu une avancée significative à différents niveaux.

#### Au niveau des périmètres pastoraux réhabilités :

Couvrant une superficie d'environ 56.000 ha, les trois périmètres réhabilités connaissent une exploitation plus rationnelle grâce à une évaluation systématique de leurs capacités d'accueil (le nombre d'Unités Bétail Tropical (UBT) que chaque périmètre pourra recevoir en saison sèche) à la fin de la saison des pluies et grâce aux autres formations de leurs structures de gestion sur la maintenance des ouvrages et la gestion des conflits liés à leur usage.

Des effets positifs significatifs sont perçus par les éleveurs bénéficiaires et améliorent leur accès aux ressources pastorales. Il s'agit notamment de :

- l'augmentation du temps d'utilisation des périmètres pastoraux pendant la saison sèche qui atteint les 240 jours, couvrant ainsi toute la durée de la saison sèche. De cette manière, les animaux restent sur de bons parcours et éviteront des séjours dans la zone exondée du bassin du Niger infestée de maladies.
- une augmentation de leur capacité d'accueil passant de 1500 à près de 2200

<sup>5</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

UBT par périmètre.

- l'accroissement de leur capacité d'abreuvement pouvant atteindre les 4000 têtes par jour contre 1000 avant la réhabilitation.
- la mise à disposition d'une eau potable pour les humains et pour les animaux favorisant ainsi la stabilité des troupeaux.
- une réduction des conflits liés à leur usage grâce à des mécanismes de prévention (redynamisation de l'organisation des éleveurs usagers autour d'une structure de gestion, prise de décision de consensus sur les droits de passage et d'abreuvement, large information des bénéficiaires sur les capacités annuelles d'accueil du périmètre etc.).
- la réduction de la corvée de l'eau pour les femmes et réduction des maladies liées à la consommation de l'eau non potable.

La bonne qualité des travaux effectués et du matériel fourni a réduit sensiblement les pannes des ouvrages ; ce qui encourage fort les structures de gestion des périmètres réhabilités à entamer un réel processus de mutualisation de la maintenance des équipements.

#### Au niveau des aménagements sur les sites des nouveaux périmètres pastoraux :

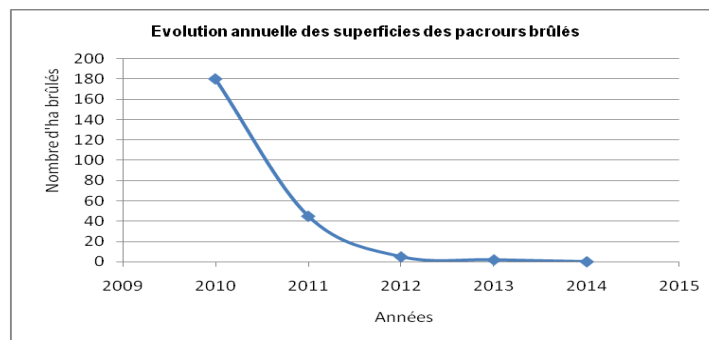
Après les études exploratoires et de faisabilité conduites de 2011 à 2012 dans trois sites, le processus d'aménagement des nouveaux périmètres pastoraux s'est poursuivi en 2014 par la réalisation des travaux de forages. Après les premiers essais de pompage, le débit s'élève à 7m<sup>3</sup>/heure. Avec un débit supérieur à 5 m<sup>3</sup>/heure, c'est dire que les équipements des nouveaux périmètres pastoraux pourront être similaires à ceux des anciens ; ce qui facilitera la mutualisation de la maintenance de leurs ouvrages.

Nonobstant la non délimitation définitive des parcours, les populations riveraines de ces sites des nouveaux périmètres pastoraux ont poursuivi le processus d'organisation pour notamment éviter l'occupation des lieux par des ménages, suivre les travaux des forages et lutter contre les feux de brousse.

Au regard des acquis actuels, l'approche d'aménagement des « périmètres pastoraux » du projet peut être considérée comme un modèle d'aménagement pastoral pour une gestion rationnelle et non conflictuelle des ressources fourragères et hydriques par les populations.

#### Au niveau de la protection environnementale par les populations :

Les pâturages naturels hors périmètres pastoraux constituent la ressource pastorale la plus abondante mais malheureusement la plus fragile à cause des feux de brousse. Fort de ce constat, le projet a poursuivi les campagnes de sensibilisation contre les feux de brousse à travers les foras, panneaux de sensibilisation et la diffusion de messages à travers les radios de proximité. Les résultats acquis sont très encourageants. Il s'agit notamment de la redynamisation des brigades anti feux et le réflexe presque spontané des populations à éteindre les feux. Ainsi, progressivement, la lutte contre les feux de brousse rentre dans les habitudes des populations et en conséquence, les superficies annuellement brûlées régressent significativement comme le montre la figure ci-après.



Alors qu'à son démarrage, en 2010, les feux de brousse représentaient un fléau pour les parcours naturels avec une superficie de plus de 180.000 ha brûlée ; en 2014, cette superficie s'est énormément réduite à environ 200 ha seulement.

Ce résultat constitue à la fois une action de préservation des ressources pastorales au bénéfice des animaux et une action favorable à la conservation de la biodiversité floristique.

En conclusion, toutes les actions mises en œuvre concourent à l'atteinte de l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales. Aussi, les appuis aux communes pour la tenue régulière des cadres concertations contribuent à une bonne gestion des conflits « agriculture/élevage » liés d'une part, à l'usage des parcours et, d'autre part, à l'exploitation des ressources post récoltes par les éleveurs. Dans cet élan, des contrats tacites entre agriculteurs et éleveurs sont observés pour la vaine pâture : les animaux des éleveurs transhumants valorisent les résidus de récoltes en même temps ils répandent du fumier qui, à son tour constitue un amendement organique des sols au profit des cultures. Ces acquis montrent qu'une bonne collaboration entre tous les acteurs du monde rural favorise l'émergence d'une synergie d'action pour la préservation de l'environnement et une coexistence apaisée entre les agriculteurs et les éleveurs.

## 2.4 .Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : la gestion technique des élevages est améliorée						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale
IOV	Éléments de calcul					
14. Le taux de mortalité des animaux des éleveurs bénéficiaires est diminué de 25 %	Taux de mortalité de bovins	7,20%	4%	4,5%	4,95%	5,40%
15. A partir de l'année 2, le nombre total de vaccinations chez les ruminants augmente de 10%/an et le nombre de vaccinations sur les volailles atteindra 30 000	(a) Taux de couverture contre PPCB	65%	60,00%	71%	86,18%	94,80%
	(b) Nombre de volaille vaccinée contre PPA	3.927	3 975	6 986	25 000	30 000
16. Le RSAP est fonctionnel (respect du protocole, concertation trimestrielle et synergie des interventions)	Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	30%	50%	45%	60%
17. Le cheptel familial est mieux exploité (accroissement du taux d'exploitation de 20 %) et mieux valorisé grâce à une gestion plus dynamique du troupeau.	(a) Taux d'exploitation du cheptel bovin	6,90%	3,75%	4,75%	8%	8,28%
	(b) Différence de prix entre animaux tout venant et animaux des bénéficiaires	0	ND	ND	40 000	50 000
18. 3 Cabinets vétérinaires ruraux (CVR) sont opérationnels	Taux de rentabilité	0	30%	45%	52%	60%
	Taux de satisfaction des éleveurs	0	45%	50%	45%	50%
	Accroissement annuel du nombre de soins curatifs prodigués	0	40%	50%	60%	60%
19. 40 Eleveurs relais (ER) assurent la vulgarisation auprès de 1500 éleveurs	Nombre d'éleveurs relais opérationnels	0	0	27	40	40
	Nombre d'éleveurs bénéficiaires	0	0	810	1000	1500
20. Les femmes rurales bénéficient d'une amélioration de leur condition de vie	(a) Degré appréciation charge de travail	64%	73%	66%	61%	60%
	(b) Augmentation du nombre d'AGR/femme	2,4	3,0	3,3	2,8	3,0
	(c) Amélioration indice de participation des femmes à la vie communautaire	29%	31%	45%	35%	40%
21. Au moins 200 ménages très vulnérables, appuyés par le projet, ont émergé de leur situation d'extrême pauvreté	Nombre de ménages ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive	0	50	150	150	200
22. 12 Banques d'aliment bétail (BAB) sont opérationnelles dans le Cercle de Nara	(a) Nombre de BAB construites	0	11	11	11	12
	(b) Efficience de la gestion (plusieurs critères sont cotés)	0%	0%	60%	50%	70%
	(c) Taux de renouvellement annuel du stock	0%	0%	150%	50%	150%

N.D : valeur non déterminée

## 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>6</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Consolider le dispositif de terrain pour un appui-conseil efficace aux éleveurs		B		
2 Améliorer la gestion des troupeaux		B		
3 Améliorer la santé animale à travers l'appui à l'installation de 3CVR et du RSAP	A			
4 Améliorer l'alimentation du bétail à travers la mise en place de 12 BAB	A			
5 Améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables à travers le renforcement des activités d'élevage	A			

## 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

De manière générale, la progression vers l'atteinte de l'amélioration de la gestion des élevages est relevée à différents niveaux :

- évalué au moyen des enquêtes annuelles et au suivi des troupeaux des éleveurs sélectionneurs, le taux de mortalité des bovins diminue grâce, notamment, à l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales, aux actions des Cabinets vétérinaires ruraux (CVR), à la disponibilité des aliments bétail et à l'encadrement des services techniques sur l'entretien général des animaux ;
- la couverture sanitaire des troupeaux s'améliore de manière continue et significative (passant de 65% en 2010 à 71% en 2014, dans les communes couvertes par les 5 Cabinets vétérinaires ruraux) ;
- les éleveurs s'inscrivent petit à petit dans un élevage rationnel, notamment grâce à une fréquentation de plus en plus accrue des marchés de Nara par les commerçants de bétail.

Plus spécifiquement, la mise en place des cabinets vétérinaires privés et d'un cadre de concertation des acteurs de la santé animale au niveau du cercle de Nara se révèle comme une approche innovante et efficace et tend vers l'atteinte de son objectif d'augmentation de la couverture sanitaire du bétail, constituant une avancée significative nécessaire à une promotion des filières animales. A titre illustratif, en 2014, les vaccinations suivantes ont été réalisées par les CVR : 120 000 contre la péripneumonie contagieuse bovine ; 54 000 contre la pasteurellose bovine, 71 000 contre la pasteurellose ovine et caprine, 11.000 la peste des petits ruminants contre et environ 7 000 contre la maladie de Newcastle.

Aujourd'hui une réelle complémentarité se dessine entre les agents d'encadrement des services vétérinaires et les CVR. Elle favorise l'émergence d'un certain nombre de

<sup>6</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

comportements favorables à la rentabilité et durabilité des CVR :

- le cadre de concertation s'avère être un relais de sensibilisation des éleveurs sur l'acceptation des soins préventifs (vaccinations, déparasitages internes et externes) et curatifs des animaux ;
- les éleveurs apprécient positivement et payent les prestations des CVR qu'ils jugent, par ailleurs, de très bonne qualité ;
- les éleveurs abandonnent progressivement la pratique de l'automédication et l'utilisation des produits vétérinaires de la contrefaçon ;
- les agents des services étatiques assurent le contrôle et reçoivent mensuellement et de manière régulière les rapports des CVR ;
- les CVR assainissent leur compte d'exploitation et tiennent de plus en plus une comptabilité rigoureuse ;
- dans un élan de réalisation des économies d'échelle ; les 5 CVR échangent sur la nature des produits vétérinaires les plus utilisés en vue de faire des commandes groupées.

Le dispositif de terrain pour un appui/conseil efficace aux éleveurs a été marquée par le choix, la formation et l'équipement de 40 éleveurs relais (ER) et de 140 éleveurs volontaires (EV). Les ER viennent en appui aux CVR et contribuent à la vaccination de la volaille, au déparasitage interne et externe des animaux et à la pulvérisation des locaux d'élevage. Les EV appliquent les thèmes d'élevage vulgarisés par le projet ; progressivement, leurs exploitations devraient devenir des exemples pour les autres éleveurs. Au stade actuel, environ 810 éleveurs se sont déjà intéressés aux réalisations chez leurs pairs éleveurs volontaires ; ce qui, à la longue aura un effet multiplicateur des acquis de l'encadrement.

Au regard des acquis actuels, le dispositif d'appui/conseil aux éleveurs et le réseau de santé animale de proximité de Nara constituent ensemble un exemple d'une approche intégrée pour une réelle amélioration de la technicité des éleveurs et de la couverture sanitaire du bétail : tous les acteurs du domaine de l'élevage (les communes, les agents étatiques, les représentants d'éleveurs, les vétérinaires privés) contribuent à une mutation dans les pratiques des éleveurs en matière de gestion des troupeaux et de la santé animale :

Cette amélioration de la couverture sanitaire du cheptel s'accompagne d'une mise à disposition permanente des aliments bétail de complément à travers un réseau de onze banques d'aliment bétail (BAB) gérées par les organisations d'éleveurs.

Les effets positifs de ces BAB sont notamment :

- la mise à disposition des aliments bétail de qualité au cours de toute l'année et en particulier pendant la période de soudure à un prix fixé par les éleveurs, constant, inférieur à celui du marché et acceptable par tous. La diversité de ces aliments bétail et leur utilisation par les éleveurs en toute saison permettront progressivement une augmentation des productions animales renforçant ainsi les filières animales.
- apprentissage de la bonne gouvernance par les éleveurs à travers leur organisation autour de la BAB : respect des règles d'organisation et de gestion ;
- implication des communes dans l'organisation des éleveurs autour de leur objectif de gestion d'une BAB ;
- la mise en place d'un compte commun de toutes les BAB en vue de faire des commandes groupées et ainsi réaliser des économies d'échelle.

Dans un élan de renforcer les capacités défensives des ménages en insécurité alimentaire, une action d'appui aux ménages vulnérables entamée en 2013 s'est poursuivie en 2014. Au total 500 ménages vulnérables ont été dotés de noyaux de petits



ruminants. Cette activité contribue directement à l'objectif global du projet, en particulier à la lutte contre la pauvreté. En effet, en 2014, 150 ménages appuyés ont déjà émergé de l'extrême pauvreté ; parmi eux figurent 40 femmes chefs de ménages, soit 29,33%.. Cette action a produit des effets déjà très positifs :

- la dotation de noyaux de petits ruminants à des ménages vulnérables constitue une voie privilégiée de lutte contre la pauvreté dans un contexte sahélien où l'élevage est la première source de revenus et un des piliers de la sécurité alimentaire ;
- dans la plupart des villages, les ménages vulnérables appuyés par le projet ont développé une forme d'organisation des éleveurs (des ménages vulnérables appuyés ou non) pour réaliser des vaccinations groupées du bétail, ce qui constitue une action à même d'améliorer significativement le taux de couverture sanitaire du bétail.

Dès lors, nous pouvons conclure que les activités mises en œuvre par le projet pour améliorer la gestion techniques des élevages sont correctement articulées et contribuent de façon conjuguée à l'amélioration de la productivité du bétail. En effet, la mise en place des cabinets vétérinaires ruraux et des éleveurs relais contribue à assurer aux éleveurs des services de santé de proximité et ainsi, à améliorer la couverture sanitaire du bétail ; pendant que l'opérationnalisation des banques d'aliments bétail permet quant à elle une amélioration de l'alimentation du bétail. Ces activités sont complémentaires aux activités liées à l'amélioration des ressources pastorales. Ensemble, elles œuvrent à l'amélioration globale du développement de l'élevage dans le cercle de Nara.

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : La commercialisation des productions d'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale
IOV	Éléments de calcul					
23. La valorisation du bétail est améliorée grâce à la mise en œuvre d'un système d'informations fiables sur la commercialisation accessible aux différents acteurs	(a) Degré de satisfaction des éleveurs / prix	88%	78%	89%	93%	95%
	(b) Efficacité du système d'information sur les prix	29%	60%	57%	45%	50%
24. L'écoulement et la valorisation du lait cru en hivernage sont confortés	(a) Nombre de mini-laiteries/centres de collecte	0,0	0	0	1	7
	(b) Nombre de litres de lait collecté	0,0	NA	NA	1500	1750
	(c) Degré de satisfaction des éleveurs vis-à-vis de l'écoulement de lait en hivernage	25%	18%	16%	42%	50%
25. Les onze communes ont construit/réhabilité des infrastructures de commercialisation/abattage adaptées et les gèrent de manière efficace et transparente	(a) Nombre d'infrastructures construites	0	0	0	10	15
	(b) Nombre d'infrastructures réhabilitées	0	0	0	5	10
	(c) Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	NA	NA	50%	95%

N.A : non applicable.

### 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>7</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui au développement de la filière lait		B		
2 Appui au développement de la filière bétail/viande		B		

### 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le cercle de Nara figure parmi les zones d'activités pastorales par excellence. La commercialisation du bétail est très active sans que la filière bétail/viande soit organisée et structurée.

Un système d'information sur les prix du bétail, à travers les radios de proximité et la

<sup>7</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

radio nationale, contribue à augmenter les pouvoirs de négociation des éleveurs sur les marchés. Les éleveurs de Nara (89%) sont largement satisfaits de ce système et le jugent relativement efficace (57%). En effet, malgré une large diffusion de l'information sur les prix, le commerce du bétail demeure émaillé d'une série d'intermédiaires entre le commerçant et l'éleveur ; en définitive l'éleveur ne perçoit qu'une partie de la valeur ajoutée escomptée.

La filière lait se retrouve au niveau embryonnaire et ne comporte pas d'acteurs actifs. Dans les villages, le lait est traité essentiellement pour couvrir les besoins de la famille et des dons aux ménages voisins. La vente du lait s'effectue sous forme de troc : une quantité donnée déterminée de lait contre le mil. Les quantités de lait échangées diminuent nettement en saison sèche et augmentent en saison des pluies. Dans ce contexte de troc, très peu de ménages sont satisfaits de l'écoulement du lait (16%).

Dans un élan de dynamisation des deux filières animales, sur base des études réalisées de 2011 à 2013 par l'IER, le projet a élaboré une approche d'appui axée sur la réhabilitation (aires d'abattage, aires de séchage des cuirs et peaux, boucheries et centre de collecte du lait), la création d'infrastructures communautaires (aire d'abattage, marché à bétail et centre de collecte du lait), ainsi que le renforcement des capacités des acteurs et leur structuration.

Les travaux entamés au dernier trimestre 2014 pour la réalisation de 7 parcs de vaccination multi fonctionnels (couloir de vaccination, parc de tri des animaux et rampe d'embarcation) permettront d'améliorer la couverture sanitaire et la commercialisation du bétail.

Le processus de renforcement des capacités des acteurs des deux filières animales a déjà débuté. A cet effet, des bouchers (36) répartis sur les différents marchés de Nara ont été formés sur les mesures d'hygiène et les techniques de dépouille et de découpe. Aujourd'hui, de façon remarquable sur les marchés, cette formation a induit une amélioration de la qualité des cuirs et peaux et la mise en pratique des mesures d'hygiène de la viande malgré le manque d'eau sur la plupart des aires d'abattage. 37 emboucheurs dont 2 femmes ont été formés sur les techniques d'embouche bovine et ovine.

Cette formation a permis aux participants d'appréhender les techniques d'alimentation et de se familiariser avec la tenue d'un compte d'exploitation afin d'en tirer un bénéfice. Elle a permis, avec des exemples précis, de voir la différence entre l'embouche des jeunes et des animaux de réforme en termes de qualité de viande et de temps d'embouche. La mise en pratique des techniques apprises conduira non seulement à l'amélioration de qualité de la viande à travers l'embouche des animaux mais aussi d'améliorer le revenu des emboucheurs par l'amoindrissement du coût de l'alimentation.

En prélude à l'émergence d'un bassin laitier autour de Nara, des groupes de femmes transformatrices (au total 80 femmes) de lait ont été formées et équipées dans les localités de Nara, Goumbou, Dilly, Ballè, Niamana et Guiré sur les techniques de transformation du lait local en différents produits laitiers (yaourt, fromage mou, lait pasteurisé et lait caillé). Aujourd'hui, ces groupes de femmes initient des actions de collecte, de transformation et de vente du lait essentiellement sous forme de yaourt. Bien que les quantités collectées soient modestes (autour de 15 litres de lait par jour et par localité), la transformation du lait permet aux femmes d'augmenter leur revenu.

En somme, les activités mises en œuvre contribuent à l'atteinte du résultat escompté ; cependant il va falloir encore du temps pour pleinement y arriver.

## 2.6 Performance de l'output 4

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4: Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale
IOV	Eléments de calcul					
26. Le protocole commun fixant les rôles respectifs des différents acteurs institutionnels dans le développement de l'élevage est fonctionnel	(a) Nombre de missions annuelles de suivi technique et de supervision de la DRPIA et de la DRSV (cumulés)	0	6	9	14	16
	(b) Taux d'application des recommandations en élevage par les CLOCSAD et CCOCSAD	0%	25%	50%	45%	60%
27. Le cadre de concertation sur l'élevage a permis de résoudre 75% des conflits et de mettre en œuvre un plan annuel réaliste de développement de l'élevage	(a) Taux de conflits résolus liés à l'élevage	0%	50%	60%	40%	50%
	(b) Taux de réalisation des actions d'élevage dans les PDESC des communes	18%	28%	70%	40%	40%
28. Les coopératives assument leurs rôles de défense des intérêts des éleveurs et de promotion de projets porteurs (X projets pertinents et viables proposés dont 60% sont financés à travers les IMF)	(a) Taux de fonctionnalité des sociétés coopératives accompagnées par le Projet	40%	43%	45%	55%	60%
	(b) % de projets pertinents élaborés par les SC et financés par les IMF	0%	ND	ND	40%	60%
	(c) % des femmes membres des sociétés coopératives couvertes par les IMF	5%	5%	ND	20%	25%
29. La CRA/DLCA partenaires du projet assument leurs missions d'encadrement et de suivi	Nombre de missions annuelles de suivi (cumulés)	0	7	9	16	20

N.D : valeur non déterminée

## 2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>8</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Renforcement des acteurs institutionnels dans leurs capacités à se coordonner pour mettre en place des politiques locales de développement en élevage		B		
2 Appui à la DRPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara	A			
3 Appui au SLPIA et aux UAPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara	A			
4 Appui aux services vétérinaires	A			
5 Appui aux communes	A			
6 Appui à la Délégation Locale de la Chambre Agriculture	A			
7 Appui à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs		B		

## 2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Au niveau du résultat 4, l'année 2014 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités opérationnelles des acteurs institutionnels locaux. Ainsi, des missions de supervision ont été financées (5 missions sur 10 prévues en 2014) au profit des Directions Régionales (DRPIA, DRSV et CRA) basées à Koulikoro et ont permis de renforcer les capacités des agents déconcentrés dans leurs rôles d'appui conseil respectifs.

Dans une vision de faire jouer à l'élevage un rôle de levier socioéconomique au sein du cercle de Nara, les trois directions régionales ont entrepris, de concert avec le projet, la préparation et la tenue de quatre ateliers thématiques pour un renforcement des élus locaux dans le domaine de l'élevage. Les thèmes abordés étaient : (i) les problématiques du pastoralisme au niveau local, (ii) les productions animales, (iii) la santé animale et (iv) la problématique des organisations paysannes en relation avec l'émergence des filières animales.

Les messages véhiculés par les représentants des directions régionales ont permis aux acteurs locaux de faire l'état des lieux et d'avoir une vision globale du développement de l'Élevage dans le Cercle de Nara. A l'issue de ces ateliers, des recommandations ont été émises et toutes visent le renforcement de la prise en compte des actions d'élevage dans les programmes de développement socioéconomiques des communes (PDESC). Au terme de l'année 2014, le taux d'application des recommandations en élevage par les cadres de concertation des communes (CLOCSAD et CCOCSAD) s'est amélioré et a atteint 50% pour une valeur cible initiale de 45% ; au même moment, le taux de réalisation des actions d'élevage dans les PDESC des communes a atteint 70% pour une valeur cible de 40%.

<sup>8</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Les services déconcentrés de la DRPIA (SLPIA, UAPIA) contribuent aux activités d'encadrement des éleveurs en général et, des éleveurs sélectionneurs en particulier. Cependant, au fur et à mesure que le nombre d'éleveurs sélectionneurs augmente, corrélativement les opérations de suivi augmentent et sont perçues comme étant une corvée supplémentaire. Dans le court terme, pour pallier cette divergence de visions, le projet recourt à la programmation conjointe avec les services partenaires afin de trouver des mécanismes d'allègement des tâches. Mais, dans le moyen et le long terme, un vrai partenariat public-privé est à envisager afin que l'Etat appuie l'organisation des éleveurs sélectionneurs dans la réalisation des opérations non exigibles aux encadreurs des services SLPIA/UAPIA.

Durant l'année 2014, le Service Vétérinaire de Nara a été appuyée en fonctionnement et reçu le même type de fournitures et d'équipements que le SLPIA ainsi que des primes trimestrielles et du carburant. Ce renforcement des capacités opérationnelles a permis notamment (i) la sensibilisation des éleveurs à adhérer aux prestations payantes des CVR pour une amélioration de la couverture sanitaire, (ii) au contrôle des abattages clandestins et (iii) à l'inspection de viandes sur les marchés. Grâce au cadre de concertations des acteurs de la santé animale la couverture sanitaire du bétail augmente sensiblement rendant les CVR potentiellement durables. Via le contrôle permanent, le nombre d'abattages diminue et les viandes des animaux malades sont retenues lors des inspections.

Dans le cadre du renforcement des capacités, les agents SLPIA/UAPIA et SV/PV participent activement aux sessions de formations organisées par le projet. Il s'agit notamment des emboucheurs, des femmes transformatrices de lait, des éleveurs sélectionneurs, des éleveurs relais, des éleveurs volontaires, etc. Cette participation contribue à resserrer les relations entre ces services étatiques et les éleveurs.

De concert avec les communes et l'administration du cercle, la plateforme de résolution des conflits se tient régulièrement. Ainsi, pour cette année 2014, le taux de résolution de conflits liés à l'élevage atteint déjà 60% pour une valeur attendue de 40%. Ce résultat est la conséquence directe des actions de sensibilisation et de formation initiées par le projet depuis 2011 qui permettent peu à peu aux acteurs de connaître leurs prérogatives en matière d'élevage et de prévention de conflits liés à l'exploitation des ressources pastorales.

Conduite par le président (*Président de la DLCA Ouéléssébougou, député membre de la commission Développement Rural à l'Assemblée Nationale*) et le 3<sup>ième</sup> vice président, une mission de la CRA à Nara, le 25 Novembre 2014, a permis de sensibiliser et d'informer les éleveurs sur les missions et les avantages réels que les OPs peuvent tirer du cadre de concertation. Cette participation active aux actions de la CRA en appui aux activités du projet constitue une marque de confiance et d'appropriation des actions d'animation du monde rurale par la CRA/DLCA.

Pour améliorer les conditions de travail de la DLCA à Nara, en 2014, le PRODEZEM a construit et équipé entièrement son siège. D'un coût d'environ 41 000 000 FCFA, la construction de ce bâtiment concrétise la volonté du projet de renforcer les capacités des acteurs locaux à coordonner eux-mêmes les actions de développement de l'élevage. Grâce à ce bâtiment, aux équipements et aux missions de terrain, la CRA/DLCA est renforcée considérablement pour conduire ses missions, en matière d'appui-conseil à la professionnalisation des OP.

Compte tenu de la situation d'insécurité, l'institution de micro finance Kondo Jigima qui

avait une couverture complète (17 Caisses populaires dans 11 communes) sur l'ensemble du cercle de Nara s'est retirée.

A l'analyse du contexte sécuritaire de Nara, la mission de backstopping d'Octobre 2012 a recommandé au projet l'abandon des actions de microcrédit. Cette recommandation a été actée par la session extraordinaire de la SMCL du 6 Novembre 2013.

En somme les activités mises en œuvre permettent le renforcement des directions régionales et de leurs services subrégionaux dans leurs missions régaliennes d'appui/conseil aux éleveurs et aux collectivités territoriales.

## 2.7 Performance de l'output 5

### 2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale
IOV	Eléments de calcul					
30. Une cellule en matière d'amélioration génétique est opérationnelle au sein de la DNPIA	Taux de fonctionnalité de la cellule	0%	35%	50%	50%	70%
31. Des dispositions légales en matière d'amélioration génétique sont élaborées et adoptées	Nombre de textes réglementaires adoptés	1	1	2	3	3
32. 48 éleveurs sélectionneurs (ES) participent activement au Programme de Sélection	(a) Nombre d'éleveurs sélectionneurs	0	53	52	50	50
	(b) Nombre de taureaux améliorateurs introduits	0	37	52	50	50
	(c) Nombre de vaches couvertes	0	1198	1061	2500	2500
33. Le nombre de vaches d'élite appartenant à des femmes représente au moins 30% des troupeaux. en sélection. En 2014, au moins 50 femmes sont touchées par le PAG et en tirent des bénéfices	(a) Nombre de femmes disposant d'animaux couverts par le programme d'amélioration génétique	0	94	94	40	50
	(b) Taux de vaches d'élite appartenant aux femmes	0%	9,4%	13,10%	20%	30%

N.B : les éleveurs sélectionneurs le sont encore à titre initial.



## 2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>9</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui à la DNPIA pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique		B		
2 Initier un programme participatif de sélection de Zébu Maure en milieu ouvert		B		
3 Mettre en œuvre le programme de sélection en milieu ouvert		B		
4 Mettre en place les unités de testage dans les sites retenus	Activité non retenue dans la stratégie adoptée			
5 Mettre en place un programme de lutte contre la consanguinité	A			
6 Soutien à la coordination des acteurs et à la diffusion du zébu Maure			C	

Le processus de constitution des troupeaux du programme de sélection ont démarré avec l'année 2012. Dès lors, les éleveurs sélectionneurs n'ont pas encore produits de taurillons sélectionnés. Ainsi, l'activité de diffusion du zébu maure n'a pas encore commencé.

## 2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Au cours de l'année 2014, l'appui institutionnel à la DNPIA a marqué une avancée significative et a induit des changements positifs au niveau organisationnel de la DNPIA et du Cabinet du Ministère du Développement Rural, en ce qui concerne la gestion de l'Amélioration Génétique du bétail.

En effet, au niveau central, l'appui institutionnel à la DNPIA a déjà produit plusieurs résultats dont certains n'étaient pas initialement escomptés et contribueront de manière soutenue à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources génétiques animales du Mali. Parmi les résultats déjà acquis figurent le renforcement des capacités des cadres de la DNPIA, DRPIA, du PRODEZEM et de ses partenaires en matière de sélection animale et de l'organisation des éleveurs de races et la création d'une Cellule d'amélioration génétique au sein de la DNPIA. Les résultats non initialement prévus sont : la création de la Commission Nationale d'Orientation et de la Surveillance des Actions d'Amélioration Génétique des Animaux (CNOSAGA) et la création d'un Centre National d'Insémination Artificielle.

Du point de vue opérationnel, au niveau national, un processus d'organisation de l'insémination artificielle bovine a été amorcé. A cet effet, un programme national de l'insémination artificielle a été élaboré et est en cours de réalisation (campagne 2014-2015), un Centre National d'Insémination Artificielle est en cours de création (en instance pour présentation au Conseil des Ministres) et les premiers circuits d'insémination artificielle ont été mis en place autour de Bamako avec plus de 250 éleveurs laitiers. L'organisation de l'IA va s'étendre aux centres périurbains des villes de Ségou, Kayes et Mopti, dès le début de 2015.

<sup>9</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

C'est dire que l'action d'appui institutionnel, bien qu'elle n'a pas encore abouti à son objet prévu initialement, soit l'élaboration d'une stratégie nationale d'amélioration génétique ; a déjà produit des changements favorables au niveau des décideurs politiques du domaine de l'élevage. Aujourd'hui le Cabinet ministériel et la DNPIA se sont réellement appropriés des actions d'amélioration génétique et se sont impliqués activement dans la recherche des expertises nécessaires à l'animation des ateliers d'élaboration participative de la stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales prévus au début de l'année 2015.

Sur le terrain à Nara, le choix de nouveaux éleveurs sélectionneurs inscrits à titre initial s'est poursuivi et le dispositif opérationnel compte 52 éleveurs. Marquant leur adhésion au programme du projet, ces éleveurs ont entamé un processus d'organisation en une « *association des éleveurs sélectionneurs de la race Zébu Maure de Nara* » pour une prise en main potentielle de l'action de sélection du zébu Maure.

Evoquer d'abord la cible et la réalisation de 2014. Alors que le dispositif opérationnel du programme de sélection en milieu ouvert du zébu Maure prévoyait une base d'au moins 2500 à 3000 vaches inscrites à titre initial, il est vite apparu que pour atteindre ce chiffre, il faudrait compter sur un nombre croissant d'éleveurs sélectionneurs car les effectifs répondant aux critères du zébu Maure sont tenus au niveau individuel, soit 15 à 30 vaches. L'association des éleveurs sélectionneurs devra donc œuvrer à accueillir d'autres candidats dans le très court terme afin d'élargir de manière significative le troupeau de base de sélection.

Mettant en pratique les thèmes de bonne conduite et de gestion des troupeaux, les éleveurs sélectionneurs ont accepté l'introduction, en cas nécessaire, de nouveaux taureaux, répondant aux critères du zébu Maure, pour casser la consanguinité. Il s'agit d'un important changement de mentalité dans un milieu où le taureau est généralement remplacé par son fils. Aux dires des éleveurs, les premières naissances se révèlent être des animaux plus robustes.

Les troupeaux des éleveurs sélectionneurs sont actuellement reconnus bons pourvoyeurs du lait notamment grâce à une bonne alimentation en accord avec l'encadrement technique et les appuis en aliment bétail.

Les éleveurs sélectionneurs ont accepté le dépistage de la tuberculose et de la brucellose sur les animaux du programme de sélection, deux zoonoses majeures néfastes à la production et à la productivité des animaux ; mais également transmissibles à l'homme. Des taux de prévalence respectivement de 0,03% et 0,02% ont été déclarés par le Laboratoire Central Vétérinaire (LCV). En application des conditions de partenariat avec le projet dans la conduite de ces tests, les éleveurs ont accepté de sortir les animaux testés positifs à l'une ou l'autre de ces deux maladies.

Aussi, à l'issue des tests, en accord avec le projet, le LCV a réalisé une vaste campagne de restitution des résultats aux éleveurs et des mesures préventives ont été prodiguées. Ces mesures préventives comprennent par exemple la non consommation des produits crus issus d'animaux et le testage des animaux étrangers avant leur introduction dans le troupeau du programme de sélection.

Faisant le point sur le dispositif opérationnel de sélection du zébu maure en milieu ouvert dans le cercle de Nara, le Comité de sélection a pris connaissance des résultats zootecniques obtenus chez les éleveurs en 2013, des résultats des tests de dépistage des zoonoses et des mesures préventives préconisées par le LCV. C'est une étape importante dans la mise en œuvre d'un projet d'élevage au Mali car c'est la première fois qu'une race fait l'objet d'un suivi par un Comité de sélection ad hoc et que des troupeaux

bénéficient d'une campagne d'assainissement contre les deux zoonoses majeures reconnues présentes dans le lait cru. Aussi, un progrès important à noter est l'acceptation de l'élimination des animaux testés positifs sans compensation financière.

Outre la faiblesse des effectifs répondant aux critères du zébu Maure par troupeau à cause du métissage entre le zébu maure et les autres races, d'autres difficultés subsistent :

- (i) dans un milieu où le troupeau est la propriété de l'homme, il s'est révélé difficile de trouver des femmes sélectionneuses ; aujourd'hui 4 femmes seulement participent au programme de sélection à titre de propriétaire de troupeau.
- (ii) le projet étant dans une démarche de faire-faire, pour encadrer les éleveurs sélectionneurs, il fait recours aux agents des services déconcentrés SLPIA/UAPIA. Malgré leur motivation, il semble qu'une augmentation du nombre d'éleveurs sélectionneurs à suivre par personne est ressentie comme une corvée supplémentaire.

## 2.8 Thèmes transversaux

### 2.8.1 Genre

La formulation du projet est intervenue au cours de l'année 2009 bien avant l'adoption formelle de thèmes transversaux genre et environnement par la CTB. Dès lors, les actions développées par le projet à l'endroit du « genre » relèvent beaucoup plus de la promotion féminine.

Les actions de promotion féminine du projet sont étayées par quelques indicateurs liés d'une manière directe ou indirecte aux conditions socio économiques de la femme rurale. Les valeurs de ces indicateurs (n°15, n°20, n°21 et n°33) ont été abordées lors de chaque résultat correspondant. Il s'agit d'indicateurs indirects relatifs aux activités génératrices de revenus et à la charge de travail de la femme.

Les actions de promotion féminine mise en œuvre par le projet sont les suivantes :

- La vaccination de la volaille et des petits ruminants :  
En effet, la femme rurale s'occupe du petit élevage qui lui procure, par la vente, des revenus. A cet effet, sans atteindre déjà les objectifs fixés, en 2014 les cabinets vétérinaires ont marqué une augmentation sensible du nombre de volailles et de petits ruminants vaccinés, soit 6 986 volailles et 71 297 petits ruminants (chèvres et moutons). Dans cet élan, en accord avec la DRSV, le projet et les promoteurs des CVR ont formés et équipés 40 éleveurs relais qui vont contribuer à l'élargissement du rayon d'action des CVR sur ce genre de vaccination.  
D'une manière générale, l'amélioration des revenus de la femme participe d'une manière substantielle à l'amélioration des conditions sociales de la femme et de l'enfant.
- La formation, l'organisation et l'équipement de groupes de femmes sur la collecte, la transformation et la vente du lait :  
Proche des centres urbains, le commerce du lait rentre dans le circuit monétaire. Dès lors, grâce à la vente du lait, la femme obtient des revenus pour (i) diversifier l'alimentation de la famille, (ii) subvenir aux soins des enfants et (iii) acheter des aliments bétail pour soutenir les vaches en lactation  
Progressivement, ces groupes de femmes devraient s'ériger en gestionnaires de centres de collecte du lait partenaires de la future laiterie de Nara. Dans cette perspective la construction d'une mini laiterie et le renforcement du débit de l'adduction de l'eau potable de Nara sont envisagés pour 2015.
- La dotation de noyaux de petits ruminants à des femmes seules et chefs de ménages :  
Dans son élan d'appui aux ménages les plus vulnérables, le projet a privilégié le critère de la « femme seule et chef de ménage ». Ainsi, cette catégorie constitue 43% des 500 ménages appuyés soit 215 sur 500 ménages et 40 figurent parmi les 150 ménages ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive (40/150 soit 29,33%).
- La promotion de femmes éleveurs sélectionneurs :  
Au terme de l'année 2014, 4 femmes figurent parmi les 52 éleveurs sélectionneurs, soit une représentativité féminine d'environ 8%. Bien que jugée

très faible, cette représentativité est encourageante dans ce contexte sahélien où tout le patrimoine familial demeure encore l'apanage de l'homme.

D'une manière générale, dans le cercle de Nara, les conditions de vie de la femme rurale demeurent dominées par une charge de travail trop importante même si l'indicateur du degré d'appréciation de la charge de travail atteint déjà la cible finale (60%).

## 2.8.2 Environnement

La mise en œuvre du projet accorde une attention toute particulière à la préservation et à l'amélioration des écosystèmes pâturés. Dans cet élan, le projet conduit trois actions majeures de protection de l'environnement avec la participation des collectivités territoriales, les services des eaux et forêts et les populations. Ces partenaires contribuent à (i) l'identification des aires indemnes de toute occupation humaine pour y ériger des périmètres pastoraux (ii) au ciblage des sols dégradés à récupérer et (iii) à la lutte contre les feux de brousse.

La sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse est menée au sein des périmètres pastoraux et en dehors de ceux-ci afin de préserver le maximum de ressources fourragères disponibles chaque année pour le bétail. Les populations et les collectivités locales apprécient cette action et se l'approprient, en témoignent les résultats spectaculaires enregistrés : de 180.000 ha de sols brûlés, on a largement atteint la cible finale de 10.000 ha. Il s'agit du résultat le plus remarquable en matière de préservation de l'environnement et qui par ailleurs, engage peu de fonds.

Débutées au cours de 2013, les études de faisabilité pour la récupération de 1000 ha de sols dégradés ont pris fin en mai 2014. Les travaux identifiés permettront une amélioration de la couverture végétale (arbustive et herbacée) et donc, contribueront à l'enrichissement du cortège floristique naturel. Ce couvert végétal constitue un frein naturel à l'érosion hydrique et favorise l'infiltration des eaux de surface dans le sol pour alimenter les nappes phréatiques et aquifères. Ce sont ces eaux souterraines qui alimentent les puits et les forages pour l'abreuvement des troupeaux.

Enfin, les actions de réhabilitation de périmètres pastoraux et de renforcement des capacités des sociétés coopératives bénéficiaires, entreprises depuis avril 2013 et poursuivies en 2014, contribuent à la bonne gestion des biomasses herbacées et des eaux aquifères au profit du bétail.

Cette approche d'aménagements pastoraux constitue une voie privilégiée de responsabilisation des éleveurs par rapport à la préservation des pâturages et de leur biodiversité au profit du bétail.

## 2.9 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
L'insécurité dans toute la zone sahélienne rend difficile le suivi rapproché des actions du projet sur le terrain (suivi des comités des périmètres pastoraux, BAB, CVR et chantiers des marchés publics)	Depuis 2010. Ce risque est exacerbé dès le 19 janvier 2012 avec les attaques rebelles, mais aujourd'hui atténué avec l'intervention de la Mission des Nations Unies pour la Stabilité au Mali (MINUSMA).	Risque de développement	Moyenne	Elevé	C	Contractualiser le suivi et le contrôle des travaux sur terrain par un Bureau d'études (selon chaque domaine d'action)	Expert marchés publics	-	Réalisé pour chaque marché de travaux publics	Ouvret
						Utiliser la THURAYA (communication par satellite) lors des missions Bamako-Nara	UAC	-	A chaque mission le Coresponsable utilise la THURAYA pour rester en contact avec le Responsable national	
						Réaliser des missions perlées de supervision à Nara par le Coresponsable	ResRep	-	Requérir avant chaque mission l'avis de l'administration de Nara et du Conseiller sécurité du Bureau de Coopération de l'Ambassade de Belgique à Bamako et obtenir l'aval du ResRep.	
Le retour des populations aux anciennes et mauvaises pratiques des feux de brousse risque de compromettre les acquis du projet en matière de préservation des fourrages.	L'ampleur des feux de brousse a été identifiée depuis 2010 comme un facteur limitant du développement de l'élevage et la préservation de l'environnement	Risque de développement	Faible	Moyen	A	Poursuivre la sensibilisation des collectivités (panneaux et messages publics aux radios de proximité et organisation de sessions de formation/sensibilisation pour comités de gestion).	Pastoraliste	-	Sensibilisation entamée depuis 2010, des émissions ont été réalisées sur les radios locales pour sensibiliser les populations. 20 panneaux réalisés et implantés en 2013-14. Il va falloir en ajouter d'autres en 2015 après délimitation des nouveaux périmètres pastoraux.	Ouvret
						Suivre les actions des brigades anti feux créés en 2013-14 dans les villages.	Pastoraliste	-	En partenariat avec le service des eaux et forêts et les collectivités, les brigades anti feux ont été redynamisées, formées et d'autres créées. Chaque année, une campagne de redynamisation des populations et des brigades anti feux est organisée à partir du	

									mois d'octobre (après la saison des pluies).	
Les Cabinets vétérinaires ruraux privés risquent de disparaître à cause d'une faible rentabilité	Risque identifié dès la période d'installation des 5 cabinets vétérinaires privés de Nara	Risque de développement/	Faible	Elevé	B	Déterminer le seuil de rentabilité des CVR en élaborant leurs plans d'affaires	ATI DNPIA et Socio-économiste	Juin 2015	En prélude à l'élaboration des plans d'affaires, des missions de suivi technique et financier réalisées par le projet et VSF-B/ICD en vue d'établir les comptes d'exploitation sommaires des cabinets vétérinaires.	Ouvert
						Appuyer les cabinets vétérinaires à mettre en œuvre les recommandations des plans d'affaires	Socio-économiste	Décembre 2015		
						Appuyer les cabinets vétérinaires pour l'achat groupé des produits vétérinaires afin d'aboutir à des économies d'échelle.	Vétérinaire	Décembre 2015	Tenue d'une réunion (septembre 2014 à Nara) de sensibilisation des 5 promoteurs de CVR sur l'importance des achats groupés.	Ouvert
Une mauvaise gestion des fonds de roulement des banques d'aliment bétail risque de provoquer une réaction en chaîne: rupture de stocks d'aliment bétail, sous-nutrition des animaux, mauvaise production et reproduction du bétail.	Risque identifié en avril 2014 lors de la mise en place des premiers stocks des BAB.	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Déterminer le seuil de rentabilité des BAB en élaborant leurs plans d'affaires.	ATI DNPIA et Socio-économiste	Juin 2015	(i) Réalisation de missions de suivi du fonctionnement des BAB et de leurs comptes. (ii) Réalisation de deux réunions (15 octobre et 29 novembre 2014) à Nara de deux membres de chaque bureau exécutif des BAB pour (1) évaluer la campagne écoulée, (2) ouvrir un compte bancaire commun des BAB et (3) évaluer les besoins de la campagne prochaine.	Ouvert
						Suivre de manière rapprochée et accompagner les banques d'aliment bétail dans la mise en œuvre des recommandations issues des plans d'affaires	Socio-économiste	Juin 2016	Les BAB ont amélioré la disponibilité d'aliment concentré en juillet et août 2014 en attendant la régénération des pâturages. Actuellement le reliquat au niveau des BAB est utilisé pour soutenir les vaches laitières. En Octobre et Novembre 2014 il y a eu deux rencontres des Bureaux exécutifs des BAB pour	

									dresser le bilan de la campagne de ventes écoulée et faire l'estimation des besoins de la prochaine campagne. Les réapprovisionnements des BAB sont prévus à partir de janvier 2015.	
						Appuyer les BAB dans la réalisation d'achat groupé pour leurs réapprovisionnements afin d'aboutir à des économies d'échelle	Socio-économiste	Décembre 2015	Des concertations ont eu lieu avec les collectivités et les éleveurs pour la détermination des zones de concertation d'animaux et les sites favorables à l'implantation des parcs de vaccination ainsi que la mise en place de structures de gestion adaptées.	
Une mauvaise gestion des parcs de vaccination affecterait négativement l'amélioration de la couverture sanitaire du bétail	Risque identifié en 2014 au moment de la mise en place des structures de gestion des parcs de vaccination polyvalents	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Identifier, avec les collectivités, les groupements d'éleveurs usagers des parcs de vaccination et mettre en place des structures de gestion adaptées.	Zootechnicien en charge des filières	Juin 2015	Des concertations ont eu lieu avec les collectivités et les éleveurs pour la détermination des zones de concertation d'animaux et les sites favorables à l'implantation des parcs de vaccination ainsi que la mise en place de structures de gestion adaptées.	Ouvert
						Former les leaders de ces structures et les doter en outils de gestion.	Zootechnicien en charge des filières	Septembre 2015	Les travaux de construction des parcs de vaccination ont débuté le 05 octobre 2014.	
						Tenir régulièrement les sessions du RSAP et suivre la mise en œuvre des recommandations.	Vétérinaire	Juin 2016	Depuis janvier 2014, les réunions du cadre de concertation du RSAP se tiennent deux fois par an; les recommandations sont suivies par le Vétérinaire du projet et les services vétérinaires étatiques.	
Une mauvaise gestion des équipements marchands (Marchés à bétail, boucheries, centres de collecte de lait, aires de séchage des peaux etc.) réduirait l'impact du projet en matière de	Risque identifié en 2014 lors de l'élaboration des DAO des infrastructures marchandes.	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Avec les collectivités, identifier les promoteurs et les gestionnaires des infrastructures	Zootechnicien en charge des filières	Juin 2015	Intégration, en juin 2014, des infrastructures à réaliser dans les PDSEC des communes. Le projet réalisera en Q1-2015 une consultance avec un binôme composé d'un juriste et d'un spécialiste en organisations	



développement des filières									paysannes afin de doter les infrastructures de gestion des infrastructures communautaires de cahiers de charges idoines et de les mettre en adéquation (i) avec la législation et (ii) le processus de décentralisation en cours au Mali.	
						Former les gestionnaires des infrastructures et mettre à leur disposition des outils de gestion	Zootechnicien en charge des filières	Décembre 2015	Les gestionnaires d'infrastructures communautaires sont identifiés et les premières formations ont concerné les bouchers.	
						Commanditer l'élaboration des plans d'affaires et mettre en œuvre leurs recommandations	ATI DNPIA et Socio-économiste	Juin 2016	Les gestionnaires d'infrastructures communautaires sont identifiés et une consultance pour l'élaboration des plans d'affaires est prévue pour mars 2015.	
Les structures de gestion existantes (Comités de gestion, associations) et leurs modalités de fonctionnement ne garantissent pas la durabilité des infrastructures créées par le projet	Risque identifié lorsque les comités de gestion se sont rendus en Banque pour ouvrir leurs comptes et se sont retrouvés dans l'illégalité.	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Réaliser une étude sur le statut juridique et institutionnel des structures de gestion des infrastructures créées	Socio-économiste	Mars 2015	A chaque réunion CTOS	Ouvert
						Mettre en œuvre les conclusions et recommandations issues de l'étude	UAC	Juin 2016	Evaluation périodique des comités de gestion	

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

Au regard de plusieurs facteurs de mise en œuvre du projet, le Comité des partenaires en sa séance du 24 Avril 2014 a pressenti la nécessité de prolongation du PRODEZEM et a formulé une recommandation dans ce sens.

Dans une perspective d'éviter une rupture entre la première et la deuxième phase, l'équipe du projet a préparé une note sur la prolongation du projet jusque juin 2016 avec une période de clôture administrative et financière de six mois (fin décembre 2016) sur fonds propres. Cette proposition de prolongation du projet a été approuvée par la SMCL du 27 Novembre 2014 et prévoit en outre la fin de la Convention spécifique en juin 2017. Cette même SMCL a recommandé au projet la réalisation d'une proposition de réaménagements budgétaires ad hoc qui sera soumise à l'approbation lors de sa première session de 2015 afin que la prolongation du projet soit en parfaite adéquation avec la structure de son budget.

Aussi, dans l'optique d'accélérer les procédures de passation des marchés publics, cette SMCL a recommandé au projet le traitement des nouveaux dossiers de marchés publics au niveau de la Région de Koulikoro en tenant compte des seuils de passation des marchés.

Par ailleurs, la prolongation du projet suppose l'obtention de plus de résultats sur terrain. Dans cette optique et en droite de ligne d'une proposition de la mission d'évaluation à mi-parcours et approuvée par la SMCL du 27 février 2014, les membres de l'équipe technique sur terrain réaliseront en début d'année 2015, une planification individuelle qui constituera la base de leur évaluation objective en septembre de la même année.

Depuis le retour d'une relative stabilité à Nara grâce à la présence des contingents de la Mission des Nations Unies pour la Stabilité au Mali (MINUSMA), des ONG nationales internationales déjà installées à Nara ont repris leurs activités et d'autres nouvelles sont arrivées. Ces ONG s'inscrivent dans un cadre humanitaire d'appui à la sécurité alimentaire. Pour une bonne coordination des interventions, pour éviter des doublons et pour développer des synergies, tous les intervenants dans le cercle de Nara dans le cadre des filets sociaux (humanitaire) se rencontrent au rythme mensuel au chef lieu du cercle. Cette recherche de synergie/collaboration devrait être renforcée au cours de la période restante du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'appui-institutionnel à la DNPIA par le projet, plusieurs ateliers de renforcement des capacités des cadres de la DNPIA et d'autres partenaires ont été tenus sur divers thèmes : sélection animale, organisation des éleveurs de races, organisation de l'insémination artificielle etc. Diverses recommandations ont été émises avec des incidences directes soit sur la mise en œuvre du projet, soit sur la structure organisationnelle de la DNPIA voire même du Cabinet du MDR. Ainsi, en 2014, le Cabinet du MDR a créé une Commission nationale d'orientation et de surveillance des actions d'amélioration génétique animale (CNOSAGA) et un Centre national d'insémination artificielle.

Au niveau du terrain, il est apparu nécessaire de planifier une étude sur la situation juridique et institutionnelle des structures de gestion des infrastructures communautaires afin de les doter de textes réglementaires légaux et cohérents avec le processus de

décentralisation en cours au Mali.

### 3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Réaliser une nouvelle planification des activités et du budget en accord avec la prolongation du projet jusque fin juin 2016 et l'observation d'une période de clôture administrative et financière jusque fin décembre 2016.	UAC et RAF	Q1 2015
Accélérer le rythme des missions perlées du Coresponsable à Nara pour un coaching plus efficace de l'équipe technique sur terrain (en tenant compte de la sécurité)	UAC, Représentation CTB	2015
Réaliser l'évaluation des performances des membres de l'équipe technique sur terrain à partir d'une planification individuelle.	UAC	Q1, Q2 et Q3 2015
Harmoniser la durée des accords d'exécution DRPIA, DRSV et CRA avec celle du projet	Socio-économiste et RAF	Q1 2015
Poursuivre la recherche des synergies/collaboration avec les autres acteurs de développement intervenant à Nara (ONG et PTF's)	Socio-économiste et UAC	Toute l'année 2015
Diligenter la réalisation de l'étude sur les structures de gestion des infrastructures communautaires d'élevage en tenant compte des initiatives en cours (PRAPS) et leur mise en cohérence avec le processus de décentralisation.	ATI appui-DNPIA et Socio-économiste	Q1 2015
Poursuivre l'appui à l'opérationnalisation de la Cellule d'amélioration génétique de la DNPIA en vue de son institutionnalisation	ATI appui-DNPIA	Toute l'année 2015
Appuyer la collaboration entre le Maroc et le Mali en matière d'échange d'expertises en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources génétiques animales du Mali	ATI appui-DNPIA	Q1, Q2 2015
Poursuivre la recherche des économies d'échelle à travers la mutualisation de la maintenance des ouvrages des périmètres pastoraux	Pastoraliste	Q1, Q2, Q4 2015
Elaborer les plans d'affaires des CVR et des BAB en vue de déterminer leurs seuils de rentabilité	Socio-économiste et vétérinaire	Q1 et Q2 2015

### 3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>La cogestion classique, mise en œuvre dans la gestion des fonds des projets, implique une « redevabilité » et coresponsabilité à deux principaux niveaux : au niveau des Ordonnateurs (Représentation CTB et Ministère de tutelle) et au niveau de l'Unité de coordination du projet (chef et coresponsable du projet). Malheureusement, la plupart des membres des personnels des projets perçoivent les procédures de gestion belges comme une contrainte au niveau de la gestion sans considérer les avantages de l'apprentissage de la codécision au niveau opérationnel et stratégique.</p>	<p>Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets</p>
<p>Les périmètres pastoraux sont des exemples vivants de bonne gestion du domaine pastoral et environnemental et peuvent devenir un modèle d'outils d'aménagement du territoire.</p>	<p>CTB et MDR</p>
<p>Pour améliorer à grande échelle et significativement la couverture sanitaire du bétail, le réseau de santé animale de proximité mis en œuvre par PRODEZEM/VSF-B/ICD pourrait être un modèle d'appui à la mise en œuvre de la politique de libéralisation de la profession vétérinaire à Nara</p>	<p>Siège CTB, Représentation CTB et ses pays partenaires</p>
<p>Les appuis en nature aux ménages les plus vulnérables (exemple les petits ruminants) sont d'une réelle utilité pour la population par rapport aux donations en argent (cash transfert). Les petits ruminants constituent un capital productif durable alors que l'argent est aperçu comme une recette à mobiliser immédiatement, ses effets sont éphémères.</p>	<p>Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets</p>
<p>Les accords d'exécution et la mise en place des fonds de financement des projets locaux facilitent l'alignement « localisé » au niveau régional. Cependant, la gestion des accords d'exécution nécessite un suivi assez pointu et rapproché.</p>	<p>CTB, projet, pays partenaire</p>
<p>L'action d'amélioration génétique et d'insémination artificielle est une œuvre collective impliquant l'Etat et la profession. D'où le renforcement des capacités et des compétences techniques de tous les acteurs impliqués est indispensable pour harmoniser la compréhension des notions et concepts pour développer une vision de développement d'une filière.</p>	<p>Siège CTB, Représentation CTB et pays partenaire</p>

<p>Le développement des filières animales lait et bétail/viande nécessite une vision globale de toute leur chaîne de valeur (amont-aval). A cet effet, une analyse des deux filières selon l'approche chaîne de valeur est nécessaire.</p>	<p>Représentation CTB, DNPIA, Projet</p>
<p>Les activités de sélection animales sont coûteuses. Dès lors il va falloir programmer un encadrement technique et économique global qui permet aux éleveurs d'améliorer la production (et productivité) du troupeau à court et à moyen termes avec comme objectif d'améliorer leur revenu. C'est un incitant pour poursuivre l'activité de sélection.</p>	<p>Projet, DNPIA et Représentation CTB</p>
<p>L'encadrement des éleveurs sélectionneurs par les services étatiques (SLPIA/UAPIA) se révèle peu adéquat et une augmentation d'éleveurs à encadrer est perçue comme un accroissement de la corvée. D'où la nécessité de disposer d'un staff technique spécifique sélection pour encadrer une base assez large d'éleveurs.</p>	<p>Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets</p>

## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					
X	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant			

		possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année 2014**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X		

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?**

	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
--	----------	---

X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quels sont les niveaux d'appui politique fournis et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?**

X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

**4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?**



X	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Prendre en compte dans le programme d'activités 2014, les recommandations issues de la mission d'évaluation à mi-parcours approuvées par la SMCL et non déjà traduites en activités	27 Février 2014	immédiat	Rapport MTR	Projet	Intégrer les nouvelles activités dans le programme du projet	Suivi&évaluation	Juin 2014	Réalisé	Fermé
Réaliser et actualiser le tableau des recommandations issues des SMCL antérieures et de leur état de suivi	27 Février 2014	A chaque SMCL	Rapports SMCL	Projet	Elaborer et actualiser un tableau de suivi de l'état d'exécution des recommandations	UAC	Permanent	A prendre en compte à chaque SMCL	En cours
Présenter dorénavant l'état d'exécution budgétaire des contributions belge et malienne (annuel et cumulé) à chaque SMCL	27 Novembre 2014	A chaque SMCL	Rapports trimestriels du projet (MONOP)	Projet	Réaliser le suivi budgétaire des deux contributions	RAF	Permanent	En cours	En cours
Diligenter la réalisation de l'étude sur les structures de gestion des infrastructures communautaires d'élevage en tenant compte des initiatives en cours (PRAPS) et leur mise en cohérence avec le processus de	27 Novembre 2014	Q1 2015	Projet	Projet	Lancer une demande de propositions pour une prestation externe	ATI appui DNPIA et Socio-économiste	Q2 2015	Le marché attribué ; contrat en attente de signature.	En cours

décentralisation.									
Traiter dorénavant les dossiers des marchés d'appel d'offres au niveau de la Direction Régionale des Marchés Publics (DRMP) de Koulikoro en harmonie avec les seuils légaux d'approbation des marchés. A cet effet, il a été instruit au projet de diligenter la transmission au Gouvernement de Koulikoro, le texte de création du projet qui prouve son rattachement à la DRPIA de Koulikoro.	27 Novembre 2014	Immédiat	Projet	Projet	Transmettre le texte de création du projet au Gouvernement de Koulikoro Acheminer les DAO au niveau de la DRMP de Koulikoro pour traitement.	Expert Marchés Publics	Immédiat	Le texte de création du projet a été directement transmis au Gouvernement. Deux marchés publics sont en cours de traitement à la DRMP de Koulikoro	En cours
La prolongation du PRODEZEM de décembre 2015 à juin 2016 avec une période de clôture de juillet à décembre 2016. A cet effet, la Convention Spécifique du projet sera prolongée jusque fin juin 2017; - l'arrêt des activités de terrain au 30 juin 2016 ; - la date limite de signature des marchés publics fixée au 30 septembre 2015 ; - la prolongation des accords d'exécution DRPIA, DRSV et CRA jusqu'au 30 juin 2016 ; - le maintien de l'équipe à Nara conditionné à une évaluation sur objectifs individuels 2015 (recommandation de la mission d'évaluation à mi parcours 2013) ; - le maintien du Coresponsable	27 Novembre 2014	Immédiat	Note technique élaborée et présentée par le projet à cette SMCL	Projet	(i) Réaliser une programmation des activités et du budget en accord avec cette prolongation  (ii) Réaliser une planification individuelle du personnel technique	UAC	Février 2015	(i) Une nouvelle programmation des activités et du budget a été réalisée à travers le MONOP 2015.  (ii) la planification individuelle de l'équipe technique est attendue pour février 2015 et son évaluation se fera en septembre 2015	En cours

<p>jusqu'en décembre 2016 pour la clôture administrative et financière du projet ;  - le maintien de l'Assistant Technique appui-DNPIA (la durée de la prolongation sera fonction des activités complémentaires à réaliser avec la DNPIA).</p>									
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

### 4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique n'a pas été amendé.

### 4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Néant
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	OUI (février 2014)
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Février 2014
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Q1 /2016 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Octobre 2012, Juillet 2013 et Octobre 2014

## 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

### Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Mauro**  
 Budget Version : **E1**  
 Currency : **EUR** Year to month : **31/12/2014**  
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
<b>A OBJECTIF SPÉCIFIQUE (PART) 1</b>			4.895.375,00	9.151,53	283.861,82	367.972,14	854.055,37	<b>670.102,06</b>	2.485.142,89	2.410.232,11	<b>51%</b>
<b>01 L'accès aux ressources pastorales est</b>			1.889.080,00	8.222,21	10.636,79	22.390,53	245.314,12	<b>210.736,27</b>	497.299,91	1.391.780,09	<b>26%</b>
01 Mise en place d'un fonds de développement		COGES	1.552.939,00	8.222,21	1.017,67	510,15	216.592,23	<b>147.951,20</b>	374.293,46	1.178.645,54	24%
02 Accompagnement du processus de		COGES	273.377,00		9.487,78	21.860,38	28.721,89	<b>43.332,97</b>	103.423,02	169.953,98	38%
03 Renforcement des coopératives pastorales		COGES	62.764,00		131,33			<b>19.452,10</b>	19.583,43	43.180,57	31%
<b>02 La gestion technique des élevages</b>			878.687,00		18.248,56	17.104,83	341.751,42	<b>281.098,04</b>	658.202,84	220.484,16	<b>75%</b>
01 Consolidation du dispositif de terrain		COGES	77.615,00				296,17	<b>15.250,16</b>	15.546,33	62.068,67	20%
02 Formations et encadrement spécifique des		COGES	96.120,00					<b>21.081,68</b>	21.081,68	75.038,32	22%
03 Améliorer la santé animale		COGES	125.639,00		13.634,27	5.923,33	72.670,96	<b>12.963,15</b>	105.191,71	20.447,29	84%
04 Mise en place des Banques Aliments Bétail		COGES	288.048,00		4.614,29	9.700,45	200.446,73	<b>123.901,00</b>	338.662,47	-50.614,47	118%
05 Renforcer les capacités défensives des		COGES	291.265,00			1.481,04	68.337,56	<b>107.902,05</b>	177.720,65	113.544,35	61%
06 Offre de produits financiers		COGES	0,00					<b>0,00</b>	0,00	0,00	7%
<b>03 La commercialisation des produits de</b>			349.558,00		40.255,69	776,58	19.771,53	<b>98.750,25</b>	159.554,05	190.003,95	<b>46%</b>
01 Appui au développement de la filière laitière		COGES	167.722,00		20.410,26	449,72	8.448,21	<b>30.819,77</b>	60.127,96	107.594,04	36%
02 Appui au développement de la filière viande		COGES	181.836,00		19.845,43	326,85	11.323,32	<b>67.930,48</b>	99.426,09	82.409,91	55%
03 Mise en place d'un fonds de crédit pour		COGES	0,00					<b>0,00</b>	0,00	0,00	7%
<b>04 Les capacités des acteurs institutionnels</b>			685.709,00		201.881,54	120.308,51	67.064,74	<b>159.125,44</b>	548.380,22	137.328,78	<b>80%</b>
01 Renforcement des acteurs à se coordonner		COGES	71.812,00		47.848,13	304,90	2.272,98	<b>17.831,91</b>	68.257,92	3.554,08	95%
02 Appui à la DRPIA		COGES	159.483,00		63.207,83	33.605,10	28.770,96	<b>18.153,14</b>	143.737,03	15.745,97	90%
03 Appui à la SLPIA et UAPIA		COGES	192.349,00		85.022,40	22.320,51	25.055,18	<b>24.258,17</b>	156.656,26	35.692,74	81%
		REGIE	2.567.778,00	287.444,66	234.680,81	474.666,95	412.365,41	<b>468.733,05</b>	1.874.891,83	692.886,17	73%
		COGEST	5.432.222,00	27.519,99	449.046,58	329.255,78	922.661,58	<b>1.065.332,00</b>	2.793.815,91	2.638.406,09	51%
<b>TOTAL</b>			8.000.000,00	314.964,65	683.727,38	803.922,73	1.335.026,99	<b>1.531.065,99</b>	4.668.707,74	3.331.292,26	<b>58%</b>



## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **E1**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2014

**Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
04 Appui aux services vétérinaires		COGES	43.011,00		3.933,18	4.575,18	4.912,06	<del>28.448,00</del>	39.870,32	3.140,68	93%
05 Appui aux communes		COGES	0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	?
06 Appui à la Délégation Locale de la CRA		COGES	75.228,00		602,11	1.457,83	6.053,56	<del>71.238,76</del>	79.352,26	-4.124,26	105%
07 Appui à l'émergence du secteur associatif		COGES	86.104,00		1.267,88	323,00		<del>1.193,66</del>	2.784,44	83.319,56	3%
08 Appui aux Institutions de Micro-finance		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	?
09 Motos SLPIA/UAPIA et SV		REGIE	57.722,00			57.721,99		0,00	57.721,99	0,01	100%
<b>05 Un programme de préservation et de</b>			<b>1.092.341,00</b>	<b>929,32</b>	<b>12.839,24</b>	<b>207.391,70</b>	<b>180.153,55</b>	<b><del>220.392,06</del></b>	<b>621.705,67</b>	<b>470.635,13</b>	<b>87%</b>
01 Assistant technique international/Appui à la		REGIE	737.913,00	929,32	5.731,38	172.028,54	152.733,35	<del>180.932,04</del>	512.355,53	225.557,47	69%
02 Sélection des sites favorables et organisation		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	?
03 Mise en place des Unités de Testage		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	?
04 Mettre en place le programme de sélection		COGES	177.265,00		7.107,86	35.363,16	27.420,20	<del>29.649,09</del>	99.540,31	77.724,69	56%
05 Coordination et diffusion		COGES	55.203,00					<del>9.713,99</del>	9.713,99	45.489,01	18%
06 Camion bétailière		REGIE	121.960,00					<del>96,04</del>	96,04	121.863,96	0%
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			<b>120.194,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>120.194,00</b>	<b>0%</b>
01 Réserve budgétaire			120.194,00					0,00	0,00	120.194,00	0%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	95.194,00					0,00	0,00	95.194,00	0%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	25.000,00					0,00	0,00	25.000,00	0%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>2.984.431,00</b>	<b>305.813,12</b>	<b>399.865,57</b>	<b>435.950,59</b>	<b>480.971,62</b>	<b><del>560.963,93</del></b>	<b>2.183.564,85</b>	<b>800.866,15</b>	<b>73%</b>
01 Frais de personnel			1.620.636,00	140.262,65	230.697,53	277.040,24	275.188,17	<del>298.186,41</del>	1.221.375,00	399.261,00	75%
01 Assistant technique		REGIE	1.029.429,00	134.197,02	147.622,42	174.491,35	166.483,72	<del>166.483,77</del>	789.248,28	240.180,72	77%
		REGIE	2.567.778,00	287.444,66	234.680,81	474.666,95	412.365,41	<del>465.733,00</del>	1.874.891,83	692.886,17	73%
		COGEST	5.432.222,00	27.519,99	449.046,58	329.255,78	922.661,58	<del>1.065.332,00</del>	2.793.815,91	2.638.406,09	51%
<b>TOTAL</b>			<b>8.000.000,00</b>	<b>314.964,65</b>	<b>683.727,38</b>	<b>803.922,73</b>	<b>1.335.026,99</b>	<b><del>1.531.065,99</del></b>	<b>4.668.707,74</b>	<b>3.331.292,26</b>	<b>58%</b>



## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **E1**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2014

**Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
02 Responsable national Nara		COGES	70.800,00		4.954,59	9.991,51	6.306,82	<del>8.462,26</del>	26.715,17	44.084,83	38%
03 Responsable Administratif et financier Nara		REGIE	106.436,00	4.551,20	10.096,43	15.585,44	26.358,54	<del>28.627,36</del>	85.218,97	21.217,03	80%
04 Equipe finance et administration		COGES	42.300,00		10.394,45	10.566,43	7.351,09	<del>9.556,82</del>	37.968,79	4.331,21	90%
05 Equipe technique		COGES	247.961,00		41.046,04	48.132,45	51.096,79	<del>58.510,62</del>	198.785,90	49.175,10	80%
06 Autres frais de personnel		COGES	92.800,00	1.514,42	16.583,59	18.173,06	17.591,22	<del>21.257,56</del>	75.119,86	17.680,14	81%
07 Assurance maladie personnel		REGIE	16.160,00					<del>8.318,03</del>	8.318,03	7.841,97	51%
08 Formation		REGIE	14.750,00					<del>0,00</del>	0,00	14.750,00	0%
<b>02 Investissements</b>			<b>283.050,00</b>	<b>145.228,26</b>	<b>31.158,72</b>	<b>37.006,08</b>	<b>47.521,52</b>	<b>6.723,00</b>	<b>267.737,58</b>	<b>15.312,42</b>	<b>95%</b>
01 Véhicules		REGIE	119.709,00	119.709,02	0,00	0,00		<del>0,00</del>	119.709,02	-0,02	100%
02 Equipement bureau		REGIE	123.740,00	12.866,04	31.158,72	32.912,83	42.171,47	<del>5.655,86</del>	124.764,92	-1.024,92	101%
03 Equipement IT		REGIE	39.601,00	12.653,19		4.093,26	5.450,05	<del>1.067,14</del>	23.263,64	16.337,36	59%
04 Aménagements du bureau		COGES	0,00					<del>0,00</del>	0,00	0,00	??%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>			<b>905.387,00</b>	<b>17.783,36</b>	<b>97.937,46</b>	<b>104.070,73</b>	<b>138.993,65</b>	<b>181.471,67</b>	<b>540.256,86</b>	<b>365.130,14</b>	<b>60%</b>
01 Loyer du bureau		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00		<del>0,00</del>	0,00	0,00	??%
02 Services et frais de maintenance		COGES	31.751,00	138,87	7.607,16	5.976,54	5.514,24	<del>19.496,36</del>	38.833,25	-7.082,25	122%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		COGES	532.283,00	5.518,77	30.822,12	33.873,74	46.072,04	<del>79.651,23</del>	195.937,90	336.345,10	37%
04 Télécommunications		COGES	64.773,00	304,90	19.584,82	7.703,20	11.686,10	<del>13.584,73</del>	52.863,75	11.909,25	82%
05 Fournitures de bureau		COGES	33.313,00	959,45	10.626,84	7.803,48	5.582,30	<del>12.935,45</del>	37.907,52	-4.594,52	114%
06 Missions		COGES	81.614,00	531,53	17.202,35	17.025,51	17.377,66	<del>19.638,48</del>	71.775,53	9.838,47	88%
07 Frais de représentation et de communication		COGES	7.026,00		240,18	720,32	67,08	<del>4.682,58</del>	5.710,16	1.315,84	81%
		REGIE	2.567.778,00	287.444,66	234.680,81	474.666,95	412.365,41	<del>465.733,00</del>	1.874.891,83	692.886,17	73%
		COGEST	5.432.222,00	27.519,99	449.046,58	329.255,78	922.661,58	<del>1.065.332,00</del>	2.793.815,91	2.638.406,09	51%
		<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>	<b>314.964,65</b>	<b>683.727,38</b>	<b>803.922,73</b>	<b>1.335.026,99</b>	<b>1.531.065,99</b>	<b>4.668.707,74</b>	<b>3.331.292,26</b>	<b>58%</b>





## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **E1**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2014

**Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses Total	Balance	% Exec	
08 Formation		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
09 Frais de consultance		COGES	0,00			0,00		0,00	0,00	0,00	7%
10 Frais financiers		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
11 Frais TVA		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
12 Autres frais de fonctionnement		COGES	153.102,00	10.329,85	11.853,99	30.967,83	52.594,23	31.482,85	137.228,75	15.873,25	90%
13 Assurance Bâtiments		COGES	1.525,00					0,00	0,00	1.525,00	0%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>			<b>175.358,00</b>	<b>2.538,86</b>	<b>40.071,78</b>	<b>17.833,51</b>	<b>19.168,28</b>	<b>74.582,88</b>	<b>154.195,32</b>	<b>21.162,68</b>	<b>88%</b>
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	110.358,00	2.538,86	40.071,78	15.622,18	17.693,34	66.043,43	141.969,60	-31.611,60	129%
02 Audit		REGIE	55.000,00					7.068,26	7.068,26	47.931,74	13%
03 Backstopping		REGIE	10.000,00			2.211,33	1.474,94	1.471,19	5.157,46	4.842,54	52%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,08</b>	<b>0,03</b>		<b>-0,03</b>	<b>0,09</b>	<b>-0,09</b>	<b>7%</b>
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,08	0,03		-0,03	0,09	-0,09	7%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%

REGIE	2.567.778,00	287.444,66	234.680,81	474.666,95	412.365,41	<b>485.733,00</b>	1.874.891,83	692.886,17	73%
COGEST	5.432.222,00	27.519,99	449.046,58	329.255,78	922.661,58	<b>1.065.332,00</b>	2.793.815,91	2.638.406,09	51%
<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>	<b>314.964,65</b>	<b>683.727,38</b>	<b>803.922,73</b>	<b>1.335.026,99</b>	<b>1.551.065,00</b>	<b>4.668.707,74</b>	<b>3.331.292,26</b>	<b>58%</b>



## 4.6 Ressources en termes de communication

Les outils de communication produits par le projet au cours de l'année 2014 sont les suivants :

- Diagnostic de la situation de l'élevage N'Dama dans son berceau de race (cercles de Bougouni et de Yanfolila) ; septembre 2014, 45p.
- Fiches techniques sur les Cabinets Vétérinaires Ruraux (CVR), les Banques d'Aliment Bétail (BAB), les périmètres pastoraux réhabilités, les ménages vulnérables appuyés par le projet et les appuis aux éleveurs sélectionneurs ; 2014.
- Communication : « La conservation et la valorisation des ressources génétiques animales est une œuvre des exploitations agricoles familiales : le cas des filières « lait et viande au Mali ». Séminaire à Haecht organisé par Be-Troplive sur le thème : Biodiversité animale et exploitations agricoles familiales. Le 14 Novembre 2014.
- Communication par bref article:
  - Réhabilitation des périmètres pastoraux et renforcement des capacités des éleveurs dans le cercle de Nara, décembre 2014
  - Sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables à Nara (Mali), septembre 2014.
- Dépliant du projet élaboré et diffusé.